



L'expulseur expulsé et autres histoires croustillantes... p.2

Les populations n'endurent pas sans réagir les mesures d'austérité mises en place par leurs gouvernements. On le voit notamment en

Grèce, en Espagne ou au Portugal, où des initiatives collectives réinventent le vivre ensemble, sur les ruines de l'Etat de droit.

Les conséquences des mesures d'austérité sur les femmes

La dégressivité des allocations de chômage, la diminution du nombre de places d'accueil pour la petite enfance, l'allongement du stage d'attente à la sortie des études, la privatisation des pensions, et j'en passe, sont les conséquences directes de l'endettement des Etats. Ainsi l'argument avancé est que pour résorber le cercle vicieux de la dette, il faut passer par l'austérité. Nous verrons que ces mesures ne résolvent en aucun cas l'endettement des Etats, mais au contraire l'aggravent et surtout se traduisent par des conséquences sociales et économiques néfastes, en particulier pour les femmes. En dépit du discours dominant selon lequel nous aurions une des meilleures Sécurité Sociale du monde, le parallélisme entre nos états et les pays en développement est frappant.

a pour tout le monde, personne n'y échappera, soyez en certains. En tout cas pour ceux qui font partie des 99% de la population. Pas de bol pour moi, jeune étudiante, ni pour vous qui subissez le capitalisme sauvage, chômeurs, femmes au foyer, ouvriers, employés, tous autant que vous êtes! Les 1% restant de riches banquiers, industriels, investisseurs et quelques politiques influents, seront, eux, comme toujours, épargnés. Telle semble être la volonté de notre gouvernement, de l'Union Européenne, du Fond Monétaire International (FMI) adeptes ou complices du néolibéralisme à outrance. Les mesures d'austérité touchent donc aussi bien les jeunes que les vieux, les étudiants, les personnes sans emploi, les travailleurs, etc...



Ces mesures d'austérité, il y en

suite p. 6

Audit citoyen de la dette publique

La meilleure défense, c'est l'attaque



Aujourd'hui chacun s'accorde à reconnaître que la Belgique connaît une crise financière et économique. Face à cette situation, un seul son de cloche retentit : il faut faire des économies. Certain l'appelleront austérité, d'autre rigueur, mais c'est le même menu qui est à la carte : couper dans les dépenses sociales. Miam !

Ne nous laissons pas divertir par ce discours indigeste et servi à toute les sauces. Rappelons nous de la Grèce, de l'Espagne et des autres pays européens qui ont déjà appliqué des plans d'austérité et dont l'économie ne s'est pas améliorée.

Au contraire la crise s'y est approfondie et la population a vu

ses droits sociaux et son niveau de vie réduits à peau de chagrin. Rappelons-nous des populations des pays du Sud qui depuis les années 80 souffrent des plans d'ajustement structurel (encore un nom barbare pour dire, diminuer les dépenses sociales : santé, éducation, transport, etc.).

Alors, si l'austérité n'est pas à

notre goût, si nous voulons sortir de la crise en s'assurant que les droits fondamentaux de chacune et chacun soient respectés et que les richesses produites soient partagées de manière juste, que pouvons nous faire ?

suite p. 5

ALTERNATIVES

L'intérêt de la formule coopérative p. 3

LETTRE OUVERTE

Les travailleurs de la culture ne s'en laissent pas conter p. 9



Alternatives à l'austérité en Europe

L'expulseur expulsé et autres histoires croustillantes...

Les populations n'endurent pas sans réagir les mesures d'austérité mises en place par leurs gouvernements. On le voit notamment en Grèce, en Espagne ou au Portugal, où des initiatives collectives réinventent le vivre

ensemble, sur les ruines de l'Etat de droit.

Elles sont moins spectaculaires que les manifestations monstres qui rassemblent un nombre croissant de citoyens en colère (500.000 au

Portugal pour la seule journée du 02 mars 2013), ou que les grandes grèves générales (en Grèce par exemple, le 20 février dernier, après plus d'une dizaine dans ce pays depuis 2010)... Pourtant, elles prennent de l'ampleur et commencent à faire parler d'elles... Ce sont les résistances locales, aussi farouches qu'inattendues... Petit tour d'horizon (très) provisoire...

L'expulseur expulsé

En Espagne, un nombre dramatique de saisies immobilières (250.000 depuis 2007) ont jeté à la rue des ménages incapables de payer leurs loyers ou d'acheter de quoi vivre. Beaucoup échouent sur les places publiques. Le désespoir conduit quelques-uns au suicide. Mais d'autres ne se laissent pas faire.

Première étape : la création de collectifs pour le droit à un logement décent, puis une Initiative Législative Populaire (plus d'1,5 millions de signatures). Deuxième étape : l'occupation pure et simple de logements vides, avec le soutien de nombreux habitants... Et parfois l'appui des autorités locales.

Mis sous pression, le gouvernement régional d'Andalousie a pris la décision audacieuse d'exproprier... les banques créancières ! Depuis le 9 avril 2013, une nouvelle loi autorise les autorités andalouses à confisquer un bien immobilier et à en assumer la charge pendant trois

ans, en réclamant un loyer modeste à ses occupants ...

Désobéissance civile

D'autres pratiques de désobéissance civile se généralisent dans la vie quotidienne. Elles émanent d'hommes et de femmes confrontés à une diminution brutale de leurs ressources. Elles expriment aussi le refus de respecter les règles du jeu quand celui-ci est perçu comme truqué.

Des andalous ou des catalans exaspérés en viennent ainsi à griller les péages autoroutiers, à ne pas payer les suppléments exigés dans les transports publics ou les hôpitaux. Certains investissent des supermarchés pour « confisquer » des biens de première nécessité, distribués à des personnes qui ne peuvent plus se les procurer.

Les Grecs ne sont pas en reste. Le 14 mars 2013, un grand magasin d'Athènes est « réquisitionné ». Les activistes dénoncent les conditions de travail et de salaire dans l'industrie de la grande distribution, mais leur propos est plus radical : *Reprenons la richesse qui nous est volée. La dignité qu'ils nous brisent, la vie qu'ils nous saccagent*, lit-on sur un tract.

Une autre vague de désobéissance avait suivi l'instauration d'une taxe immobilière répercutée sur la facture d'électricité (avec menaces de coupure de courant !) C'était

à l'automne 2011. Les compteurs placés sous scellés le matin étaient remis en fonction le soir... Parfois par le même technicien compréhensif...

La force du collectif

A Athènes, les Assemblées de Quartiers sont toujours plus nombreuses, organisées et déterminées. D'abord issues de quelques associations culturelles ou libertaires, elles ont offert une première réponse aux mesures d'austérité drastiques qui se sont abattues sur une population désemparée. Au final, c'est un véritable mouvement de fond qui s'est structuré et inscrit dans la durée.

Le slogan « *Personne ne doit rester seul dans la crise* » guide une kyrielle d'activités solidaires coordonnées : troc, cuisine collective, échange de services et de savoirs, soutien scolaire, accueil de la petite enfance, centres médicaux autogérés, pharmacies sociales, consultations juridiques, projections de films, débats, etc

Ainsi, livrée aux Dogmes de la Religion Financière, l'Europe du Sud ne se rend pas. Une mosaïque d'organisations y réinvente des moyens d'exister, de penser et d'agir pour sauver ce qui doit l'être. C'est toujours ainsi que la Résistance s'organise. Pour commencer...

LA COMPÉTITION ENTRE ENTREPRISES :
LA SEULE DISCIPLINE OU LE SPECTATEUR
EST PERDANT.

... ET LE FAIR-PLAY ?!



Espagne et Grèce : ensemble contre la crise

« *Ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie* », slogan du mouvement des Indignés espagnols.

En Espagne, face à la crise et à la politique d'austérité, de nombreux mouvements sociaux se sont développés, comme la Plateforme des Personnes affectées par les Hypothèques (PAH) qui est une association et un mouvement social pour le droit à un logement décent. Cette plateforme regroupe des personnes qui ne peuvent plus payer leur hypothèque et risquent donc de se faire expulser. En Espagne, on expulse chaque jour 532 personnes alors qu'au même moment il y a entre trois et six millions d'appartements vides. De nombreuses initiatives ont été prises comme l'occupation de logements, la rédaction d'une Initiative Législative Populaire qui a recueilli plus 1,5 millions de signatures et qui a obligé le gouvernement à discuter de la situation des personnes affectées par les hypothèques.

Des Plateformes de chômeurs et chômeuses ont également été créées. Près de 5 millions de personnes sont au chômage en Espagne, dont 1 million de personnes sans aucun

revenu. Il existe de nombreux mouvements de défense des chômeurs-organisés sur le plan local ou national.

Et il y a bien d'autres mouvements qui s'organisent, comme en témoigne l'action du Syndicat Andalou des Travailleurs qui a pénétré dans un supermarché pour y prendre des marchandises afin de les distribuer aux personnes dans le besoin.

« *Personne ne doit rester seul dans la crise* »

En Grèce, de nombreux mouvements s'organisent aussi face à la politique du gouvernement. On

assiste à une multiplication des assemblées de quartier, notamment à Athènes. Ces assemblées organisent la solidarité au quotidien. Contre les coupures d'électricité, dans l'organisation de centres médicaux autogérés, de pharmacies sociales qui organisent le troc de médicaments, le soutien scolaire,... On a même assisté à l'expropriation d'un supermarché à Athènes.

Toutes ces initiatives sont nées de la volonté de la population de s'en sortir et de résister. Elles sont organisées de manière autonome, elles créent de nouveaux liens et expérimentent une autre manière de vivre.



Les grands et les petits contre les agences de notation

Les agences de notation sont attaquées !

Cette fois l'attaque vient du pays où elles sont nées : les États-Unis. Le Président Obama a lancé une action légale contre l'agence de notation Standard & Poor's, accusée d'être la principale responsable de la crise financière américaine. Leur délit serait d'avoir donné des fausses informations sur des titres immobiliers toxiques. Ceux-là même qui ont provoqué la débâcle. Le gouvernement américain réclame un remboursement de 5 milliards de dollars.

Il y a un peu plus d'un an, une action similaire a été menée par la ville italienne de Trani (une petite ville dans les Pouilles). L'enquête a commencé par la plainte déposée par deux associations de consommateurs, la Adusbef et la Federconsumatori. Celle-ci concernait le déclassement de la note de l'Italie (de A+ à A)



et Standard & Poor's est accusé d'agiotage, de manipulation du marché et de fausses évaluations.

Ce n'est pas le premier procès contre Standard & Poor's qui risque donc d'être de nouveau condamné. En effet, en Australie, l'agence de notation a été obligée de rembourser 24 millions d'euros pour avoir effectué des fausses évaluations d'un produit dérivé de la banque hollandaise Abn Amro. Malgré le fait que ce produit était plus risqué qu'avantageux, il était présenté avec un triple A, c'est-à-dire la plus fiable des évaluations.

Affaire à suivre...

L'intérêt de la formule coopérative

Pour répondre à bon nombre de défis actuels (sociaux et environnementaux entre autres), la coopérative est l'une des solutions concrètes qui peuvent être mises sur pied.



Ce n'est plus à démontrer dans d'autres parties du monde, comme en Amérique Latine où les cooperativas recuperadas argentines par exemple ont permis aux travailleurs licenciés par des entreprises en faillite de reprendre le contrôle de leur entreprise et de conserver ainsi leur emploi. En Belgique aussi nous assistons actuellement à un regain d'intérêt pour la formule coopérative, qui séduit de nombreux entrepreneurs sociaux.

Dans la province de Liège, les coopératives ont commencé à refleurir depuis une dizaine d'années. Citons par exemple la Coopérative Ardente et Point Ferme pour la distribution de produits bios et/ou locaux, Energie 2030 pour la fourniture d'électricité, les Tournières pour le logement ou VEGA dans le domaine politique.

C'est une formule qui attire de nombreux citoyens, comme le prouvent les récents succès populaires enregistrés par Vin de Liège au niveau liégeois et par la banque New B au niveau belge. Les coopératives sont donc actives dans de nombreux secteurs d'activités. En Belgique, elles proviennent principalement des secteurs agricoles et pharmaceutiques.

Mais, au fond, par quoi est animée une coopérative ? Qu'est-ce que l'esprit coopératif ? Quelles sont les caractéristiques communes partagées par toutes les coopératives ? Il y a sept principes de base, édictés par l'Alliance Coopérative Internationale, qui sont au cœur de l'identité coopérative :

Adhésion volontaire et ouverte : chaque coopérateur devient membre par choix, pas par obligation. Les coopératives tâchent de ne pratiquer aucune forme de discriminations quant aux possibilités d'adhésion.

Contrôle démocratique par les membres : ce principe renvoie aux modalités de prises de décision, qui se réfère au principe « un homme, une voix » plutôt qu'à un nombre de voix proportionnel au capital financier investi dans la coopérative, comme c'est le cas pour les sociétés anonymes par exemple.

Participation économique des membres : un coopérateur investit une somme d'argent dans sa coopérative. Le rendement qu'il peut en espérer en retour est limité car une

partie des surplus sera affectée au développement de la coopérative.

Autonomie et indépendance : la coopérative ne dépend directement ni d'un organe public ni d'une autre structure privée. Seuls les membres exercent démocratiquement un contrôle sur la coopérative.

Education, formation et information : la coopérative s'engage à former ses membres sur une variété de sujets, notamment afin de leur donner les outils leur permettant de contribuer efficacement au développement de la coopérative. Elle informe également le grand public sur la philosophie sous-tendant l'action coopérative.

Coopération entre coopératives : le mouvement coopératif compte se développer grâce au soutien que les

coopératives se portent entre elles, notamment via le groupement en fédérations et en réseaux.

Engagements envers la communauté : la coopérative n'a pas vocation à avoir une utilité exclusivement pour ses membres, mais elle entend également faire bénéficier la collectivité de son existence.

Le statut de coopérative étant attractif à plusieurs niveaux, certaines entreprises ont été créées sous cette forme juridique, mais sans en partager les valeurs. Une manière de distinguer les « vraies » coopératives (celles qui sont mues par ces sept principes-là) des « fausses », c'est de se référer à l'agrément CNC et/ou au statut SFS (Société à Finalité Sociale) ; l'un ou l'autre garantissant a priori le respect par la coopérative des principes coopératifs.



ILS L'ONT DIT



La vie est précaire, l'amour est précaire, pourquoi le travail ne serait pas précaire ?
(Laurence Parisot, présidente du MEDEF depuis 2005)



Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le pasteur ou le curé.
(Nicolas Sarkozy, ancien chef d'état français, à Rome à l'occasion de sa visite au Pape Benoît XVI.)

Marinelada, village autogéré

« C'est un coup d'état économique et social », commentaire d'un manifestant du 23 février en Espagne.

En Espagne, un jeune sur deux est au chômage. Des entreprises ferment, les salariés rament... Pourtant, dans ce paysage peu réjouissant, des travailleurs ont décidé de récupérer leur entreprise après leur faillite. Quarante entreprises ont été remises en fonctionnement par les travailleurs : des meubles, de la métallurgie (tiens!), de la roboti-

sation et même un journal à tirage national, Publico. Ces entreprises sont soit autogérées, soit transformées en coopératives par les travailleurs. Et ça marche : Ce secteur a été le seul à créer de l'emploi : 8000 CDI au 1er semestre 2012.

Du côté de l'agriculture, ça résiste aussi !. Si Marinelada, village autogéré, existe depuis 30 ans, d'autres expériences ont vu le jour sur ce même modèle. Somonte, par exemple, dans la province de Cor-

doba en Andalousie où des travailleurs agricoles ont occupé des terres laissées à l'abandon par le gouvernement régional, pour y cultiver des fruits et des légumes. Du blé, des oliviers, des poivrons et un projet de reforestation avec des arbres autochtones pour lutter contre la désertification.

En Espagne, des grands propriétaires terriens ou des fonds d'investissement possèdent des milliers d'hectares de terre, recevant ainsi la majorité des aides européennes, alors que des ouvriers agricoles sont au chômage comme plus de 32% de la population andalouse.

Marinelada, village de 2670 habitants, dans la province de Séville, a lui depuis longtemps, récupéré 1200 hectares qui appartenaient à un grand propriétaire terrien. Pour en arriver là, ils se sont bagarrés, ils ont occupés des autoroutes, des aéroports, la banque nationale, ils ont fait des grèves et de la prison.

Maintenant, la terre est exploitée en coopérative et fournit 500 emplois. Une autre coopérative de conservation des produits des champs (poivrons, huile d'olive...) a été créée. Tout le monde a le même salaire, 47 euros par jour (bien au-dessus de la



moyenne régionale) pour six heures et demie de travail. Les habitants peuvent se loger pour 15 euros par mois et le village est doté d'équipements culturels et sportifs, d'une école technique. Les décisions se prennent en assemblée générale (une centaine par an) et les quelques élus publics sont révocables à tous moments.

Il n'existe pratiquement pas de chômage à Marinelada. Les investissements se font dans les emplois et non dans la spéculation ou le profit privé.

Ainsi, se profile une autre image de l'Espagne que celle présentée par les grands médias : des initiatives pour échapper non seulement à la crise mais aussi pour changer sa vie.

DÉFINITIONS

Titre financier

Il s'agit d'un outil financier pour engager de l'argent, sous forme de dette ou de capital, dans une administration publique (on parle d'obligations) ou dans une entreprise (on parle d'actions).

Agence de notation

Une agence de notation est une société dont la mission est de juger de la qualité des sociétés, banques, Etats ou investisseurs émettant des titres financiers. Les trois plus grandes sont Fitch, Moody's et Standard & Poor's.

Rating

Le rating est l'appréciation par une agence de notation du risque de solvabilité financière d'une institution ou d'un investisseur qui émet des titres financiers. Il s'agit de sa capacité à rembourser ses dettes.



POLITIQUE

Et si Bart De Wever voulait surtout imposer de nouvelles réformes socio-économiques ?

Les médias parlent beaucoup des revendications de la NVA (Nieuw-Vlamse Alliantie-Nouvelle Alliance Flamande) sur le plan communautaire et de sa volonté séparatiste mais qu'en est-il de son programme socio-économique ?

Nous allons surtout nous intéresser à certains points : délais pour la procédure de licenciement, salaire, horaires de travail, chômage. En ce qui concerne les horaires de travail, la NVA voudrait les calculer sur une base annuelle. En clair, adapter l'horaire de travail aux besoins des entreprises. Si l'activité de l'entreprise ralentit, on travaille moins d'heures, on travaille plus en cas d'augmentation de l'activité. Le montant des salaires serait divisé en deux parties : un salaire mensuel de base complété par un salaire lié aux performances de l'entreprise. Là aussi, le montant du salaire serait

lié au volume de l'activité de l'entreprise. La NVA veut aussi raccourcir les délais de licenciement.

Quant aux allocations de chômage, la NVA détermine trois phases :

1) de 6 à 12 mois de chômage : accompagnement intensif du chômeur ainsi qu'une orientation vers

une éventuelle formation vers un nouvel emploi ;

2) après un an de chômage : une prime sur le coût salarial serait donnée aux employeurs qui engagerait un chômeur depuis plus d'un an ;

3) après 2 ans : garantie d'une expérience professionnelle temporaire dans le secteur non-lucratif ou pu-

blic. A noter, qu'en Flandre, pour le moment, il n'y a pas de budget pour garantir « cette expérience professionnelle ».

Les allocations de chômage seraient limitées dans le temps et les allocations d'attente supprimées. En compensation, il déplaçonnerait le salaire de référence sur lequel est calculé le montant des allocations.

Les chômeurs en fin de droit devraient travailler 38 heures par semaine dans « des activités socialement reconnues » pour percevoir un revenu de base équivalent au revenu d'intégration. Notons que cette mesure pourrait être aussi appliquée à des personnes handicapées physiques ou mentales.

On comprend pourquoi la VOKA (Vlaams netwerk van ondernemingen) – Réseau flamand des entreprises) soutient la NVA qui semble séduire aussi le patronat wallon.

De plus, d'autres mesures favoriseraient les employeurs comme l'abaissement du taux d'imposition des sociétés. Celle-ci est de 33,99% mais grâce à de nombreux mécanismes s'élèverait réellement, en 2008, à 13,6% voir pour les grandes entreprises à encore moins (1%). Rappelons que le taux d'imposition des salariés s'élève jusqu'à 50%.

Le MR, de son côté, se verrait bien gouverner avec ce parti, étonnant, n'est-ce pas ? La NVA aussi a marqué sa préférence pour le parti réformateur.

Et si Bart De Wever se servait des volontés de séparatisme de la Flandre pour imposer des mesures socio-économiques appliquées jusqu'à maintenant en Grèce, en Espagne et bientôt en France dont on connaît les impacts sur l'activité économique, le chômage et le revenu de la majorité de la population.



LECTURE

Sécurité sociale de rigueur !

Ce n'est pas une « douce rigueur » que celle qui entend plonger sous le seuil de pauvreté des centaines de milliers de travailleurs, avec ou sans emploi...

Sous prétexte de « lutte contre le chômage » et de « quête du plein emploi », voilà plus de 30 ans que nos « maîtres » détricotent méticuleusement nos acquis sociaux. Résultat : une précarisation généralisée, une pauvreté en croissance exponentielle et un chômage qui explose.

Aujourd'hui, alors que l'Onem en annonce officiellement plus de 400 000, il y a en Belgique, à la fin de chaque mois, plus d'un million de personnes qui sont totalement ou partiellement sans emploi. En face, le Forem renseigne l'existence de 60 à 70 000 emplois vacants : principalement des emplois d'indépendants, à temps partiels, intérimaires, CDD de très courte durée ou sous forme de titres-services ! Et tout cela pour produire quoi ?

Devant les appels fumeux à « flexibiliser » et à « moderniser » nos modèles sociaux, c'est-à-dire à NOUS appauvrir et à NOUS précariser au nom du sacro-saint Emploi (sans lequel aucune vie sociale ne serait possible), nous devons rappeler qu'une sécurité sociale forte constitue un rempart essentiel contre le diktat de la compétitivité et contre la voracité des actionnaires.

A l'inverse, en contraignant tous les « sans emploi » à accepter tout et n'importe quoi, à n'importe quel prix (notamment par des contrôles accrus et arbitraires, par une dégressivité généralisée des allocations de chômage et par une limitation des allocations d'insertion dans le temps), c'est toute la réglementation du travail salarié que l'on déforme et

que l'on dégrade. Partant de ces deux constats, des collectifs de chômeurs et travailleurs précaires, comme Riposte.cte



à Liège, en appellent à :

- l'arrêt du pillage de notre sécurité sociale, utilisée aujourd'hui pour payer notamment des salaires-poches au lieu de payer les allocations pour lesquelles elle est prévue.
- le retour à un paiement intégral des cotisations sociales.
- l'arrêt des mesures de répression des chômeurs, et donc de tout contrôle de recherche « spontanée » d'emploi.
- la dé-conditionnalisation progressive des allocations de chômage.
- la suppression du statut de cohabitant : chacun(e) doit pouvoir mener sa vie privée comme il l'entend.
- le contrôle de la sécurité sociale par les seuls travailleurs. En effet, les patrons n'ont rien à faire dans la gestion de l'Office National de Sécurité Sociale (ONSS). Les cotisations patronales sont en réalité une partie du salaire, pas une

cotisation des patrons. (Si tel était le cas, le licenciement d'une partie du personnel, à dividende égal, serait sans effet sur les « cotisations patronales » : ce n'est évidemment pas ce qu'on observe...)

- le retour à une séparation stricte entre l'Onem et le Forem, seule situation permettant aux travailleurs de ce dernier de mener leur travail d'accompagnement efficacement et sereinement. Tout accompagnement ne peut d'ailleurs être mis en route, selon nous, qu'avec l'accord libre et entier de la personne « sans emploi » concernée.

- pour toute entreprise qui licencie alors même qu'elle fait du bénéfice, l'obligation de verser les salaires aux travailleurs licenciés jusqu'à leur pension et de rembourser toutes les aides publiques qu'elles ont perçues de l'Etat et de la sécurité sociale.

- un audit citoyen de la sécurité sociale, à réaliser dans le cadre plus général d'un audit citoyen sur la dette publique. En effet, la dette de la sécu nous apparaît résulter essentiellement de pratiques de gestion incohérentes et volontairement exercées pour que le déficit se creuse.

Pour (re)conquérir ces droits, nous appelons à une grève générale illimitée, et à toute forme de luttes solidaires et radicales entre travailleurs « employés » et allocataires sociaux, contre « la douce rigueur » actuelle. Celle-ci constitue en réalité une offensive politique sans précédent contre l'une des conquêtes sociales les plus essentielles du mouvement ouvrier : la sécurité sociale.



CHOMING OUT

Marc Monaco
Thierry Müller
Gregory Pascon
édité par l'asbl D'Une Certaine Gaïté (04.222.12.46)

Sortie du livre CHOMING OUT, édité par l'asbl « D'Une Certaine Gaïté » et ... commis par un trio d'auteurs liégeois, militants de la rupture avec la logique du plein emploi comme seule porte de sortie de crise, de l'affirmation que dans le hors emploi s'expérimentent des processus alternatifs de production de richesses, qu'il s'agit aujourd'hui de reconnaître pour ce qu'elles sont: de la production de valeur, tant sociale qu'économique...

Leur analyse, basée sur leur propre parcours et sur celui d'une dizaine d'autres personnes, se termine par des propositions politiques pour un nouveau welfare qui desserrerait l'étouffement du mot d'ordre de l'employabilité

et de l'injonction institutionnelle qu'elle sous-tend, celle qui est faite à tout chômeur, de contribuer activement à formater le marché du travail au détriment de tous les salariés...

Ce livre, vous le trouverez actuellement à Liège dans les librairies Le livre aux Trésors, Entre-Temps (Barricade) ainsi qu'au Comptoir du Livre, à l'asbl D'une Certaine Gaïté (042221246), et très bientôt ailleurs bien sûr, comme à Bruxelles et dans d'autres villes de Wallonie...

Il est postfacé par Bernard Friot:

«La suppression du marché du travail est un objectif décisif et possible. Et dans cette perspective, quel bonheur - et quel pincement au cœur - de lire Choming out ! Dès que l'on se confronte au titre, trouve-t-on une œuvre magnifique, on sent qu'on est en face d'un objet rare, justement celui qu'on attendait, pépite dans un rousin d'ouvrages si répétitifs sur la crise. En refermant ce livre, je me suis dit que j'y avais trouvé ce que je cherchais souvent en vain : un bilan, sensible et analytique, de vingt ans de pratiques du travail sans concession au marché du travail.

Les auteurs ont la quarantaine, ils ont passé leur enfance dans le Liège populaire en train de succomber aux assauts des liquidateurs de l'industrie et n'ont connu depuis leur jeunesse que les injonctions à l'employabilité venues des maîtres-chanteurs qui font leur commerce de « la crise ». Ils n'ont pas obéi.»

Audit citoyen de la dette publique

La meilleure défense, c'est l'attaque !

(Suite de la page 1)

Il n'y a pas une solution clé en main. Nous devons la construire collectivement. Pour affronter un problème, le premier pas est de comprendre son origine, son ampleur, ses mécanismes, ses acteurs etc. Ensuite, il convient de discuter ensemble, avec les personnes concernées (ici, nous les citoyennes et citoyens belges) des pistes à envisager, des alternatives souhaitées, des priorités, etc. Concrètement, il est temps de nous mettre autour de la table, si nous ne voulons pas banquer.

Comprendre.

Prenons un exemple : les pouvoirs publics belges sont venus au secours des banques privées. Depuis 2008 cette aide s'élève à plus de 35 milliards d'euro. Cette somme faramineuse a augmenté d'autant la dette publique de la Belgique. En effet, l'État a dû s'endetter (auprès parfois de ces mêmes banques privées) pour avoir l'argent des sauvetages bancaires. Ainsi la Belgique a augmenté sa dette. Qui paye la facture (avec des intérêts, s'il vous plaît) ? Cette dette n'a pas servi l'intérêt des citoyennes et des citoyens belge. Elle a permis aux banques d'avoir le beurre et l'argent du beurre tout en continuant de mener les mêmes politiques qui les ont menées à la banqueroute.

Faut-il payer ? Faut-il accepter les mesures d'austérité qui nous sont imposées au nom d'une dette trop lourde ? Sommes nous responsables de cette dette ? Avons nous vécu au dessus de nos moyens ou est-ce les banques qui ont vécu au dessus de leurs ? Quelles autres solutions étaient possibles ? Pourquoi n'y a-t-il pas eu de débat public ?

La meilleure défense, c'est l'attaque...

Le 19 février 2013 s'est tenue à Bruxelles la première réunion de mise en place d'un collectif d'audit citoyen de la dette en Belgique. Elle

a réuni une centaine de participants provenant de Bruxelles et de Wallonie. Plus d'une vingtaine d'organisations avaient envoyé des représentants (secrétaires généraux de la FGFB Wallonne et Bruxelles, secrétaire général de la CNE, secrétaire général de la CGSP Wallonne, mais aussi CSC, CEPAG, CMB-FGFB, CADTM, Réseau Wallon de Lutte contre la pauvreté, MOC, Compagnies de Théâtre-Action, ATTAC, Quinoa, ...

Ces organisations et les personnes partent du principe que les droits humains fondamentaux priment sur le remboursement de la dette et ils posent le constat suivant :

- l'augmentation récente de la dette publique (repassée brutalement de 84% à 100% du produit intérieur brut après que des décennies d'efforts de la population l'ait ramenée de 135 à 84%) a deux causes principales : des politiques (notamment fiscales) qui ont outrageusement

enrichi une minorité et appauvri la majorité de la population ainsi que les pouvoirs publics, et la crise économique provoquée par le monde financier, et les choix faits par l'État dans les opérations de sauvetages bancaires sans conditions.

- les mesures de «rigueur budgétaire» et d'austérité prises aujourd'hui par le gouvernement au détriment de la population sont injustes, inefficaces et alourdissent le poids de la dette publique. Les femmes sont en première ligne, victimes de la précarité et du chômage, mais aussi du recul des solidarités sociales qui renvoie sur elles les soins aux personnes âgées ou dépendantes. L'austérité, décidée et dictée depuis le niveau européen de manière totalement opaque, est le meilleur moyen d'enfoncer les États dans la récession.

- en outre, comme nous l'enseigne le cas grec, un coup qui peut s'avérer fatal est porté aux conquêtes démocratiques. La crise économique et sociale qui frappe les populations d'Europe est due aux dérives de la finance, aux politiques néolibérales et non à de trop lourdes dépenses publiques. Les habitants de la Belgique n'ont pas vécu au-dessus de leurs moyens!

- les revenus du capital et les banques sont insuffisamment mis à contribution et aucune régulation efficace n'a été mise en place depuis la crise financière de 2008. Les responsables de la crise demeurent impunis, et en sortent même renforcés.



Une enquête approfondie, transparente et démocratique, permettra de faire la lumière sur les véritables raisons de l'endettement de la Belgique et de distinguer la part que la population doit réellement rembourser.

Aujourd'hui, de plus en plus de citoyennes et de citoyens s'intéressent à la question de la dette publique, sujet qui va occuper une place prédominante de la vie politique et sociale dans les années à venir. Des initiatives d'audits citoyens se développent d'ores et déjà actuellement en France, en Espagne, en Grèce, au Portugal, en Italie... et au-delà de l'Europe, au Brésil, en Tunisie...

Les organisations réunies à Bruxelles ont donc décidé de créer un collectif d'audit citoyen de la dette en Belgique. Les objectifs poursuivis sont :

- mener un travail de sensibilisation et d'action en Belgique ;

- réaliser un audit de la dette, identifier les dettes que nous refusons de payer, définir les moyens à mettre en œuvre pour faire aboutir ce refus ;
- exiger du gouvernement l'abandon des Traités ou projets de Traités européens qui approfondissent la crise et aggravent l'endettement (TSCG ...), et des politiques d'austérité . Exiger au contraire l'adoption de mesures concrètes garantissant une fiscalité juste socialement, la création d'emplois de qualité, la mise en œuvre de l'égalité hommes/femmes, la promotion des services publics et non-marchands, le renforcement du système de sécurité sociale, l'amélioration des conditions de vie, la justice sociale et le respect de l'environnement ;
- rassembler et articuler de manière participative au niveau local dans des collectifs d'audit citoyen toutes les organisations et les individus prêts à collaborer

D'où vient cette dette ? L'avons-nous décidée ? A-t-elle été contractée dans l'intérêt général, ou bien au bénéfice de minorités déjà privilégiées ? Vivons-nous au-dessus de nos moyens ? La dette est-elle le résultat d'une explosion des dépenses publiques, et parmi celles-ci des dépenses sociales, ou provient-elle des exonérations fiscales en faveur des détenteurs de capital et des classes sociales les plus favorisées ? Quelle a été l'impact sur la dette publique de la crise provoquée par la sphère financière et par les mauvais choix lors du sauvetage des banques ? Par quels mécanismes la dette publique est-elle aujourd'hui instrumentalisée pour détruire l'État social ? Qu'est-ce que les administrations belges payent chaque année (en intérêt et en capital) ? Qui sont les créanciers de la dette aujourd'hui ? Existe-t-il d'autres solutions à la crise que les coupes dans les dépenses publiques et l'austérité pour rembourser la dette ?

Agir et débattre.

Se poser toutes ces questions (et bien d'autres) et chercher les réponses est une première étape essentielle pour affronter ensemble la question de la dette et de l'austérité. Nous sommes toutes et tous concernés car ce sont nos droits qui sont menacés. Éducation, santé, allocations, aide publique, logements... L'austérité est au programme.

Il faut donc agir, et agir ensemble. C'est l'objectif du collectif d'audit citoyen de la dette qui s'est créé en Belgique. Des comités locaux se constituent un peu partout pour mener une grande enquête citoyenne sur la dette belge, comprendre les tenants et les aboutissants, se former et ouvrir enfin le débat sur les alternatives possibles.

Votre participation compte, elle est même primordiale, alors n'hésitez pas à rejoindre les groupes locaux d'audit citoyen de la dette publique !



Le CADTM et ATTAC contre la Bad Bank Dexia

Dexia Crédit Local (DCL) fait l'objet en France d'au moins 80 plaintes intentées par les collectivités locales. En cause, ses prêts « toxiques » reposant sur des indices plus spéculatifs les uns que les autres : la parité entre l'euro et le franc suisse, mais aussi le yen, le dollar, l'inflation, les indices de la courbe des swaps, jusqu'au cours du pétrole! La banque a ainsi pu augmenter considérablement ses bénéfices tandis que les acteurs publics locaux (collectivités territoriales, hôpitaux publics) se trouvent aujourd'hui piégés par des taux d'intérêt dépassant souvent les 20 %. Ces taux usuriers pourraient toutefois être réduits radicalement en cas de victoire des collectivités locales, à l'instar des 3 jugements rendus le 8 février dernier par le tribunal de grande instance (TGI) de Nanterre. Ce dernier a condamné Dexia à ne recevoir que le taux légal, soit 0,04% sur trois crédits contractés par le département de la Seine Saint Denis. Dexia vient de faire appel de ce jugement. Sans attendre l'issue de ce procès, tous les acteurs lésés par Dexia ont intérêt à suspendre unilatéralement et immédiatement la totalité des intérêts dus à Dexia, comme l'a fait la commune de Sasenage. En effet, le paiement des intérêts ne constitue pas une dépense obligatoire comme l'a souligné la Chambre régionale des comptes d'Auvergne Rhône-Alpes dans un avis rendu le 31 mai 2012.

Sans occulter la responsabilité de certains élus politiques dans ces dettes toxiques illégales et illégitimes, le CADTM et ATTAC soutiennent les actions en justice intentées par les pouvoirs publics contre Dexia et les responsables de la débâcle en France et ailleurs comme en Belgique où plusieurs communes ont décidé de porter plainte contre les administrateurs du Holding Communal de Dexia, qui était l'un des principaux actionnaires de la banque en Belgique. Le CADTM et ATTAC invitent les collectivités locales, les hôpitaux et les organismes de logement social impactés par les prêts toxiques à suspendre le paiement de leurs échéances et à attaquer en justice les banques qui leur ont fait souscrire ces prêts.

Il est temps de mettre fin à l'impunité des responsables du fiasco Dexia qui continue de plomber les finances de nos États et de mettre un terme aux sauvetages à répétition. Rappelons que Dexia a déjà été

sauvée trois fois depuis 2008 grâce à l'argent public et que cela peut encore durer jusqu'en 2031 ! Car la Belgique, la France et le Luxembourg ont décidé de garantir les dettes de la bad bank de Dexia, dont fait partie DCL, pendant près de 20 ans pour un montant atteignant 85 milliards d'euros (sans compter les intérêts et les accessoires). Autrement dit, si Dexia ne rembourse pas ses créanciers, ce sont les citoyens qui devront régler ses dettes. Cerise sur le gâteau : nos États se sont même engagés à renoncer à tout moyen de défense contre Dexia et ses créanciers en s'engageant à payer automatiquement même si ces dettes sont illégales précise la Convention de garantie signée par les Ministres des Finances ! Cette convention et de tous les autres engagements de nos États à garantir les emprunts de Dexia doivent donc être annulés. Rappelons qu'une action en justice contre le garant de la Belgique intentée par le CADTM et ATTAC ainsi que deux députées est toujours en cours d'examen par le Conseil d'Etat belge.

Le cas Dexia est un cas emblématique de dettes illégitimes léguées par les banques aux États ou dit autrement de socialisation des pertes. Ces sauvetages bancaires expliquent largement l'augmentation de la dette publique en Europe depuis ces cinq dernières années. Or, cette dette illégitime sert aujourd'hui de prétexte pour imposer des coupes budgétaires dans les secteurs sociaux et privatiser les services publics au détriment des populations qui ne sont pas responsables.

Ce n'est pas aux populations de payer la facture à travers les augmentations d'impôts injustes comme la TVA, les coupes budgétaires, les licenciements, le démantèlement du code du travail, les baisses de salaires, d'allocations de chômage, etc.

Pour refuser le paiement de ces dettes illégitimes et remettre en cause ces politiques d'austérité, la mobilisation autour de l'audit citoyen de la dette est plus que nécessaire. L'audit permettra d'identifier toutes les dettes illégitimes mais aussi les créances odieuses sur les pays en développement et pousser à leur annulation.

A cette fin, le CADTM et ATTAC s'engagent à renforcer les comités d'audits citoyens de la dette existant notamment en France et en Belgique et appellent à en créer de nouveaux.

Les conséquences des mesures d'austérité sur les femmes

suite de la page 1

L'austérité en Belgique et ses conséquences sur les femmes

Mais certaines catégories de personnes, déjà précarisées au départ, tels que les jeunes, les personnes âgées, les femmes, pâtissent davantage de ces mesures d'austérité. Si on s'arrête un moment sur la situation des femmes belges, dont 15,8% connaissent un risque de tomber dans la pauvreté¹, on constatera aisément que les politiques d'austérité les touchent plus que les hommes en raison de leur situation familiale, salariale, au travail souvent plus précaires. Nombreuses sont les femmes qui élèvent seules leurs enfants : c'est le cas de 85,5 % des ménages monoparentaux². L'écart salarial est encore fortement marqué. Le salaire des femmes est de 22% par an inférieur à celui des hommes. En outre, les femmes sont les plus nombreuses à bénéficier de temps partiels, de contrats à durée déterminée (CDD), etc. Dès lors, quand des politiques d'austérité sont mises en place, les femmes trinquent en grand nombre!

Concrètement, quelles sont les conséquences des mesures d'austérité sur les femmes ? Les Gingers, les Femmes Prévoyantes Socialistes et Vie Féminine, trois organisations féministes belges, nous apportent, grâce à leur expertise, des éléments de réponse à cette question.

Les femmes sont plus facilement licenciées de leur emploi car elles occupent des postes souvent plus précaires (temps partiels, CDD, etc.), mais aussi parce que comme nous le dit M-F, une Ginger, « les stéréotypes de genre portés par les employeurs sont toujours d'actualité, tels que l'idée que les femmes s'investissent moins que les hommes dans leur boulot ». Dès lors, les mesures d'austérité les renvoient dans la sphère dite de reproduction et par conséquent aux emplois du care : soins aux personnes âgées, éducation des enfants, etc... bref aux différents rôles auxquels les femmes sont malheureusement encore trop souvent assimilées par notre société. Il est pourtant essentiel de revaloriser ces emplois et de leur apporter une formation de qualité.

Toujours selon M-F, les femmes seront « les premières exclues du chômage ». En effet, face aux politiques d'activation des chômeurs – vocable soigneusement trouvé suggérant que les personnes sont responsables de leur situation – il faut prouver sa recherche d'emploi par des lettres de motivations, accepter tout entretien d'embauche, s'accommoder d'un emploi de faible qualité sous peine de se voir supprimer ses allocations de chômage, etc... même si ce dernier se trouve à 60 km de chez soi. Si avant le périmètre de recherche de travail se limitait à 25km : il est désormais de 60. Tant pis s'il faut se lever à des heures inacceptables pour conduire les enfants à l'école, et ensuite se rendre au travail en devant prendre le train, et le tram, le bus, etc. Ces femmes devront



encore assumer les tâches familiales et domestiques en rentrant le soir, quel que soit leur état de fatigue.

Les femmes voient alors leur temps de recherche de travail réduit et difficile lorsque les places d'accueil dans les crèches ou chez les gardiennes viennent à manquer, conséquences directes des coupes dans les dépenses publiques : cela les contraint de postuler tout en devant s'occuper de leurs enfants, ou ne pouvant se rendre à un entretien quand elles ne trouvent personne à qui les confier. Et oui, dans le secteur de la petite enfance là aussi, les mesures d'austérité se font sentir, comme nous le rappelle Vie Féminine, et les Femmes Prévoyantes Socialistes. Les lettres de motivations, les entretiens d'embauche sont difficiles à prouver dans ces conditions. Alors, de peur d'être sanctionnées, voire exclues du chômage « les femmes sont amenées à accepter n'importe quel travail, quelles que soient les conditions » nous dit Anne Vandeberg de Vie Féminine. Elles vont dès lors prendre des emplois à temps partiels, mal rémunérés, pour pouvoir combiner « leur vie professionnelle et la prise en charge des tâches familiales (...) ces femmes qui seront, en outre, à nouveau pénalisées au moment de leur pension ».

Mais quand admettra-t-on qu'il n'y a pas assez d'emploi pour tout le monde, comme nous l'a rappelé il y a un an, Philippe Defeyt, économiste et président du CPAS de Namur. Comme le précise en outre Cecile Olin de la Maison des Femmes d'Ici et d'Ailleurs de Liège, « le travail doit rester un facteur de dignité ! » Il ne faut pas l'ôter par des fallacieuses politiques d'activation.

L'austérité dans le monde

Rassurons nous, femmes belges, nous ne sommes pas les seules à connaître l'austérité. Elle touche nombre de femmes d'autres pays européens tels que l'Espagne, le Portugal, la Grèce, etc... Et nous ne sommes pas non plus les premières à en subir les conséquences. Ainsi les mesures d'austérité des pays dit « développés » sont les répliques des Plans d'Ajustements Structurels (PAS) imposés par la Banque Mondiale (BM) et le Fonds Monétaire International (FMI) dans les pays en voie de développement (PVD) dans les années 80, au prétexte de les sortir de l'endettement que connaissaient

à cette période (et connaissent toujours) les Etats du Sud. Les Plans d'Ajustements Structurels sont alors rebaptisés par la Banque Mondiale en 1999 : Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP). Ils ont entraîné, tout comme les mesures d'austérité chez nous, des conséquences sociales et économiques désastreuses, toujours plus affligeantes pour les femmes, et n'ont en aucun cas résorbé la spirale d'endettement des pays. Dès lors, si les noms diffèrent : ajustements structurels d'un côté, austérité de l'autre, les mécanismes d'exclusion, de précarisation, de production de la pauvreté à l'échelle internationale restent les mêmes, même si les conséquences n'ont pas la même ampleur d'un côté à l'autre de la planète.

Nous sommes désormais des femmes du Monde à ressentir les effets néfastes de ces Plans d'Ajustement Structurels (PAS) et de ces mesures d'austérité. Nous devons dès lors lutter ensemble, et ne pas nous laisser faire! Ce n'est en effet pas à nous de payer les erreurs commises par les financiers, spéculateurs, créanciers, dictateurs, etc.

Au nom de la crise, ce sont les acquis de la sécurité sociale et bien d'autres qui sont menacés. Les Etats auraient vécu au dessus des leurs moyens. Tel est l'argument généralement avancé pour justifier les mesures d'austérité. Toutefois, si on examine les comptes des Etats, on constate aisément que si les recettes n'ont cessé d'augmenter, les dépenses publiques, quant à elles, sont souvent constantes depuis plusieurs années! La dette est donc illégitime ! Nous femmes du monde entier, refusons de la payer, car ce sont plutôt les Etats qui ont une dette envers nous !



Crise de nerfs, crise de larmes, crise de rire et crise de joie

Depuis 2007 et la désormais célèbre crise des subprimes, l'Europe connaît à son tour (les pays du Sud de la planète ont connu un processus similaire de crise de la dette depuis les années 80) une fameuse crise. Crise économique, crise financière, crise de la dette, crise sociale, crise écologique, crise, crise, crise... à en donner une crise de foie...

Si l'ensemble des pays Européens ne sont pas touchés de la même manière par ces crises, si des degrés différents de crise sont visibles, les citoyennes et les citoyens européennes connaissent bien des crises d'angoisses similaires. Les différentes sphères de la vie (privée, accès au logement par exemple, et professionnelle) se précarisent et l'avenir devient incertain.

Que l'on soit Grec, Roumaine, Allemande, Belge, ou Hollandais, les temps sont durs !

Comment une Europe qui semblait (je dis bien semblait) prospère, économiquement forte et puissante (je dis toujours bien semblait) a pu se retrouver en quelques mois dans les choux ?

On pourrait ici y aller par quatre chemins, chercher midi à quatorze heures mais soyons francs, c'est la crise alors disons les choses crûment : c'est la faute au capital, aux banques privées, à la petite minorité de la population mondiale qui est riche, très riche, très très riche. Pas votre voisin qui a une plus grosse voiture, mais celui qui a accumulé, accumulé, accumulé.

Pour prendre un exemple, selon la Banque nationale belge, les 10 % des ménages les plus aisés en Belgique détiennent 44 % de la richesse totale, soit 790 milliards d'euros. Et peut être il faut prendre le haut du panier de ces 10 % pour bien comprendre de qui on parle. Faites vous une idée, si vous pouvez...

Alors quoi, parce que ceux-la ont eu un appétit gargantuesque, ils se sont gavés et ils ont cherché à gagner toujours plus, on doit tous trinquer. Le grand patron a chanté : qu'importe l'emploi, pourvu qu'on ait le profit, délocalisons, réduisons les salaires, bafouons les droits du travail. Le banquier a chanté : qu'importe la prudence, la réglementation finan-



cière, spéculons, spéculons, achetons des produits risqués et toxiques (les fameux subprimes) personne ne s'en rendra compte.

Le millionnaire a chanté : qu'importe les impôts, j'ai mes amis politiques qui baissent les impôts sur les grosses fortunes, j'ai les paradis fiscaux (oh diable : la Belgique !).

Quand soudain patatras : 2007, les subprimes, la crise !

Crise de nerfs, crise de larmes. On les a entendu pleurer, paniquer, menacer... Ils ont joué, ils ont perdu, ils devraient perdre. Mais non rien de rien, c'est chez gens là on ne perd pas, on ne perd pas.

Alors les États, de la France, à la Grèce, en passant par l'Allemagne, ou l'Italie ; tous les Etats Européens d'Est en Ouest du Sud au Nord (pas tout là haut non plus...) se sont mis à sauver les banques et les riches (les très très riches), ceux là même qui sont un poil responsables de la crise. Crise de nerf ! Crise de larme. C'est l'austérité.

Les États s'endettent massivement pour sauver les banques privées et combler le manque à gagner des riches (très très riches) qui n'ont pas beaucoup payé d'impôts (et qui n'en payent toujours pas beaucoup d'ail-

leurs). Pour rembourser les dettes qui explosent les États, avec la complicité active du FMI, de la Banque centrale Européenne et de la Commission Européenne (ces 3 là c'est la Troïka pour les intimes), décident de mettre en place des plans d'austérité pour faire des économies. Crise de nerfs ! Crise de larmes, la population saigne.

Crise d'amnésie de la part des États, de la Troïka et des autres bien placés. Les plans d'austérité, ils ont essayé depuis 1980 dans les pays du Sud, ça ne marche pas. C'est criminel pour la population et pour l'économie.

Crise capitaliste. Après moi le déluge.

Crise de conscience : c'est injuste, c'est insensé.

Réaction partout. Dans l'ensemble des pays en crise, les citoyennes et les citoyens résistent, s'organisent, protestent, analysent, débattent.

Crise de rire et crise de joie... Celles à venir, quand le peuple chantera à son tour, quand les règles du jeu seront les droits humains fondamentaux de toutes et tous et pas le profit d'une poignée d'individus.

Crise de rire et crise de joie... De voir tous ces impunis, ces imposeurs et ces diktats au trou. C'est la crise.

Crise italienne

La crise italienne ne semble ni se terminer ni se ralentir. Un des facteurs déterminants de cette crise est la réforme du droit du travail voulue par le gouvernement de Mario Monti. Celle-ci a été un échec total. Les objectifs de la « réforme Fornero » (du nom de la ministre qui l'a conçue) étaient: favoriser les contrats à durée indéterminée, favoriser l'emploi des jeunes et de combattre la précarité (Fornero définit la précarité comme "la mauvaise flexibilité").

Neuf mois après le début de cette réforme: les contrats précaires ont augmenté. Voici quelques chiffres: 67% des nouveaux engagements sont devenus des CDD (1,65 millions), seul 17,5% sont des CDI (430.912). En ce qui concerne les anciens emplois précaires, un étude de la CGIL (le plus ancien syndicat d'Italie) montre que seul 4% ont obtenu un contrat plus avantageux, par contre 27% ont perdu leur travail et 22% ont eu de plus mauvais contrats.

Enfin, au niveau global, il y a eu une augmentation du chômage des jeunes (39 alors que l'année passée, le taux était de 29%) et le chômage total a atteint 11,7% (10,7% en 2012).

En analysant le marché du travail en Italie, on se rend compte aussi d'un aspect intéressant: la précarité italienne est accompagnée par un fort taux d'heures de travail par personne. En effet, selon le rapport 2013 de la Confcommercio (l'organisme qui représente le secteur tertiaire italien), les italiens travaillent plus que le Français ou les Allemands. En 2011 les italiens ont travaillé en moyenne 1.774 heures par personne, c'est-à-dire 20% d'heures de plus des Français et 26% que les Allemands. Toutefois, en dépit du fait que les Italiens travaillent plus que leurs voisins du nord (un aspect qui dément le stéréotype des « Italiens fainéants »), les salaires italiens restent parmi les plus bas d'Europe.

La crise nationale, internationale et les récentes mesures d'austérité ont produit une nette augmentation de la pauvreté en Italie. En 2011, 3,5 millions d'Italiens étaient dans une situation de « pauvreté extrême », en 2012, on estime ce chiffre à plus de 4 millions (rapport Confcommercio, 2013). De plus, le dernier rapport de la Codacons (une association italienne de défense des droits des consommateurs) signale que désormais les 2/3 de la population a été obligée de réduire leur consommation habituelle.



Austérité française

FACILITER LES LICENCIEMENTS, POSSIBILITÉ DE BAISSE LES SALAIRES, POSSIBILITÉ DE DIMINUER LE TEMPS DE TRAVAIL SELON LES NÉCESSITÉS DE L'ENTREPRISE, POSSIBILITÉ DE CHANGER LES POSTES, LES LIEUX DE TRAVAIL, SI REFUS DU SALARIÉ, LICENCIEMENT SANS RÉELLE POSSIBILITÉ DE RECOURS, FIN DES CONVENTIONS COLLECTIVES.

La France s'apprête à adopter ces mesures, prises en Grèce et en Espagne depuis des années. Pourtant, la situation des travailleurs et des travailleuses dans ces deux pays ne s'est absolument pas améliorée, bien au contraire puisque le nombre de chômeurs n'a pas arrêté d'augmenter. En effet, on compte en Espagne une augmentation de 400000 chômeurs, chômeuses entre janvier 2012 et janvier 2013, dont 55 % de jeunes. Pourtant les gouvernements ont « vendu » ces réformes au nom de la lutte contre le chômage...

Alors, pourquoi ?

Pour la compétitivité des entreprises. Si la logique semble implacable, pour ceux qui la défendent, la réalité est tout autre: Les entreprises compétitives font des bénéfices et créent alors de l'emploi... mais c'est là que le bas blesse: créent-elles vraiment de l'emploi? augmentent-elles les salaires, restent-elles

dans le pays? Non puisque justement la législation les autorisent à faire exactement le contraire et elles en profitent!

La réalité des chiffres du chômage nous le montre assez clairement. La fermeture d'entreprises bénéficiaires aussi. Ces mesures permettent aux entreprises de faire à peu près ce qu'elles veulent, notamment de gérer leurs salariés comme elles gèreraient leurs stocks. Du travail quand il y a des commandes, des baisses de salaire pour augmenter les bénéfices, des transferts de salariés quand il manque du personnel dans un autre entreprise, etc. De quoi mettre les travailleurs et travailleuses dans une précarité extrême.

De plus en plus de pays adoptent ce type de mesures. Cela fragilise les syndicats car ils ne peuvent plus s'appuyer sur la législation sociale pour défendre les travailleurs et travailleuses.

Au lieu de niveler les législations vers le haut, en prenant en compte les droits des travailleurs et des travailleuses, on assiste en Europe à une casse sociale terrible qui consiste à détruire des acquis sociaux fondamentaux. Nous devons nous organiser à l'échelle européenne pour contrer ensemble, en solidarité ces politiques. Ce qui se passe en Grèce, en Espagne, en France, nous concerne tous, ça passera aussi par la Belgique...

Europe, confort, sécurité

Ca a commencé comme ça: j'avais trois jours de libres et très envie de changer d'air. Sans savoir pourquoi, j'ai tout de suite pensé au Luxembourg... Peut-être est-ce à force d'entendre parler de paradis fiscaux...

Au moment d'acheter mon billet dans l'espace « réseau international » de la Gare du Midi (Brussels, Belgium), je me suis retrouvé face à un employé perché derrière un comptoir étonnamment haut. Je ne mesure qu'un mètre septante-cinq, mais tout de même: il m'a fallu pratiquement lever les coudes jusqu'aux oreilles pour déposer mon obole.

Il est bien haut, votre comptoir, ai-je dit au guichetier. Comment faites-vous avec les gens de plus petite taille?

Il arrive qu'on ne voie que les mains, m'a-t-il répondu. Et les gens vraiment petits? On les sert là-bas, au comptoir « Handicapés », m'a-t-il dit, avec un

LES MESURES DE SÉCURITÉ DE LA SNCB IMPRESSIONNENT...



hochement de tête et une moue un peu embarrassés.

Ce n'est pas très malin, ai-je dit. Ce sont les normes de sécurité européennes, m'a-t-il expliqué. Les comptoirs doivent avoir une certaine hauteur. Par sécurité.

Je n'ai rien ajouté, car l'employé (d'ailleurs très sympathique) tenait déjà prête sa réplique suivante (« Moi, vous savez, je n'y peux rien... »). Nous nous sommes souri, j'ai empoché mon billet et me suis dirigé vers les quais, en pensant « tu devrais raconter ce petit épisode ».

En montant dans le train, j'ai compris que je n'avais pas choisi le Luxembourg par hasard. En fait, je voulais voir à quoi ressemble ce petit territoire si discret, où travaille la Commission Européenne... Celle-là même qui conçoit les normes de notre confort et notre sécurité... Ces mêmes normes dont la froide et implacable logique venait de m'être à nouveau révélée.

Oui, je voulais tout simplement aller voir de mes propres yeux ce qui d'habitude est caché... En apprendre un peu plus peut-être... En tout cas cesser de subir, sans rien dire et sans rien comprendre.

Les économistes peuvent-ils se tromper ?

Beaucoup d'économistes se sont étonnés quand la crise financière a éclaté. Personne ne pouvait la prévoir, paraît-il.

Nous venons d'apprendre que les arguments économiques utilisés pour justifier les différentes politiques d'austérité en Europe sont fausses. En effet, une étude réalisée en 2010 par deux économistes de Harvard mesurait les méfaits de la dette publique sur la croissance économique. Il y développe l'idée selon laquelle un endettement public dépassant 90% du PIB engendre l'effondrement de la croissance.

La Commission européenne s'est appuyée sur cette étude pour lancer les politiques d'austérité. Or, il s'avère que cette étude est bourrée d'erreurs, les auteurs auraient oublié

GRÈCE: LE FMI RECONNAÎT S'ÊTRE TROMPÉ.



de comptabiliser les statistiques de cinq pays dont la Belgique et l'Australie.

S'ils avaient tenu compte de ces

données, à 90% d'endettement public, la croissance économique serait non pas en crash mais à 2,2%. Or les mesures d'austérité qui ont été appliquées dans les différents pays européens ont provoqué un ralentissement de la croissance économique voir une croissance négative. Bien sûr, ce n'est pas cette étude qui a déterminé les politiques d'austérité mais il apparaît clairement que des « études » économiques de ce type servent largement à justifier leur mise en application.

Par ailleurs, de nombreuses études ont montré les dégâts sociaux, économiques et écologiques engendrés par les plans d'austérité... mais celles-ci n'ont pas été prises en compte par la Commission européenne.

LECTURE



ET SI ON ARRÊTAIT DE BANQUER ?

Tout savoir sur les banques - privées, nationales, centrales - et leur fonctionnement, dans une série de courts articles disponibles au téléchargement en pdf ou en liseuses numériques et publiés au rythme de 3 par semaine.

<http://cadtm.org/Et-si-on-arretait-de-banquer>

LES PRÊTS TOXIQUES : UNE AFFAIRE D'ÉTAT

Un milliard d'euros par an, c'est ce que coûte aux collectivités, hôpitaux et organismes de logement social la spéculation des banques sur les dettes publiques locales. Cette situation est d'autant plus scandaleuse qu'elle n'a pas suscité à ce jour de réaction appropriée de la part des pouvoirs publics. Pire, le fait de laisser payer les contribuables en lieu et place des banques s'avère être un choix politique inavoué que Patrick Saurin met en évidence preuves à l'appui. Destiné à un large public, ce livre propose une vision d'ensemble du sujet. Disponible sur le site du CADTM: www.cadtm.org



ET SI ON ARRÊTAIT DE PAYER ?

Structuré en 10 questions/10 réponses, ce livre témoigne d'une double urgence citoyenne: d'une part, comprendre les origines et les enjeux de la dette et, d'autre part, ouvrir un débat public sur la légitimité de la dette publique belge. En proposant des alternatives concrètes à l'austérité, l'auteur nous invite à rompre avec une logique mortifère et à nous mobiliser pour construire un monde socialement juste et respectueux de la nature. Disponible en librairie (à Liège: Livre aux Trésors, Barricade).

Politiques budgétaires européennes

Équilibre budgétaire

A partir du « Pacte de stabilité et de croissance » (1997), l'Union Européenne a adopté des règles qui se basent sur le principe de l'équilibre budgétaire. En 2012, 25 des 27 États membres de l'Union Européenne ont signé le « Pacte budgétaire européen » qui impose aux pays signataires d'insérer l'équilibre budgétaire dans leur droit national (« de préférence » dans leur Constitution). L'Italie, l'Espagne et la Suisse l'ont déjà inscrit dans leur Constitution, ce qui a suscité de vives critiques de la part de l'opinion publique.

Le budget d'un État se compose de recettes et de dépenses. Les impôts forment la plus grande partie des recettes. Les dépenses de fonctionnement de l'administration publique (justice, armée, parlement), les services publics (éducation, santé, transport, allocations sociales, etc.) et le service de la dette (remboursement des intérêts et du capital) constituent la majeure partie des dépenses d'un État.



En économie, on appelle « équilibre budgétaire », l'équilibre atteint entre les dépenses et les recettes. Est-ce une bonne chose que ce principe soit encre dans le marbre comme une règle incontournable

par un État ? Intuitivement, on est tenté de répondre oui: si un État dépense plus qu'il ne reçoit, il sera en déficit, donc une bonne gestion doit viser l'équilibre budgétaire, ne pas dépen-

ser plus que ce que l'on a... Pourtant, ce n'est pas si simple. De nombreux économistes, et parmi eux, plusieurs prix Nobel, ont fortement critiqué l'obligation de respecter à tout prix l'équilibre budgétaire. En effet, celle-ci peut-être très néfaste surtout en période de récession économique, alors que les rentrées fiscales diminuent et que les dépenses (comme les allocations de chômage) augmentent. Cela a pour conséquence l'augmentation du déficit de l'État.

Si l'État est obligé d'atteindre l'équilibre budgétaire, le gouvernement doit alors soit réduire les dépenses publiques (ce qui est plutôt la tendance actuelle) soit augmenter la pression fiscale (ce qui n'est pas à l'ordre du jour de nos gouvernements en particulier pour les impôts sur les grosses fortunes et les grandes entreprises).

La réduction des dépenses publiques (comme la diminution des montants des pensions, par exemple) et l'augmentation des impôts (TVA, etc.)

vont diminuer encore plus le pouvoir d'achat et le niveau de vie des individus.

Dans le contexte actuel, où l'ensemble des pays Européens, sous la pression de la Troïka (Banque Centrale Européenne, Commission Européenne et FMI), mettent en place des plans d'austérité, obliger les états à respecter l'équilibre budgétaire est un moyen supplémentaire de les obliger à mettre en place des mesures d'austérité.

C'est la première fois dans l'histoire que des règles purement économiques sont inscrites dans la Constitution des pays européens. L'économie a toujours été présente dans plusieurs Constitutions mais seulement sous forme de principes et jamais de règles rigides à appliquer.

Les Constitutions sont nées afin de garantir le respect des droits civils, sociaux et politiques d'un Etat. L'équilibre budgétaire pourrait mettre en péril le principe même de la garantie de ces droits.

Mythe ou réalité ?

Monologue du banquier

Quand je pense que d'aucuns parlent «des singeries des banquiers », c'est dur à entendre, Monsieur, très dur, comme si nous étions responsables des malheurs du temps présent.

Vous avez mal évalué vos risques, me dites vous. Mais nous n'aimons pas les risques, Monsieur, personne d'ailleurs ne les aime. Nous avons donc pris nos responsabilités et nous nous en sommes débarrassés au plus vite, en les coupant en petits morceaux, en mélangeant leurs natures, leurs durées, en nous les revendant les uns aux autres et en les dispersant de tous côtés. Nous construisions pour ce faire des structures de finance d'une bien belle facture, dotées de noms savants. Personne n'y comprenait rien, pas même vous, m'objectez vous. Mais, Monsieur, l'important n'était pas de comprendre mais de gagner énormément d'argent, d'en faire profiter nos dirigeants, nos traders, nos actionnaires qui travaillèrent si durement. Bien sur, nous devînmes plantureux, mais, convenez en, nous en fîmes aussi profiter nos clients et les Etats, en leur laissant quelques portions de notre prospérité. Personne ne s'est plaint, que je sache, de cette obésité boursière de bon aloi, des taux vigoureux octroyés à l'épargne !

Je vous énerve, Monsieur ? Non, nous n'avons pas trompé nos clients: il fallait lire les petits caractères et analyser soigneusement nos abondants documents. C'était à la portée de tout un chacun, voyons. Et rien n'interdisait de se faire aider d'un bureau d'avocats. De plus nous respectâmes scrupuleusement les formes et même le MiFID (direc-



tive européenne sur l'épargne). Cela nous a coûté beaucoup de sous. Oui, Monsieur, nous les répercutons toujours sur nos clients, d'une façon ou d'une autre. Car notre premier devoir est de nous rémunérer nous-mêmes. Dans ce but il nous faut le plus grand écart possible entre ce que nous demandons pour nos crédits et ce que nous devons quand même payer à nos déposants, heureusement d'ailleurs que nous prélevons en surplus quelques frais et commissions pour les immenses services que nous rendons. Vous n'imaginez pas ce qu'ils coûtent. Nous échappâmes à tout contrôle ou les contournaâmes ! Quand cela ne va plus, vous venez pleurer pour que l'Etat vous sauve, avec notre argent ! vous récriez vous. Mais quoi de plus normal ! Croyez vous que la créativité, l'imagination en matière financière puissent se déployer sous la férule ?

Beethoven, Mozart eussent-ils pu composer leurs chefs d'oeuvre s'ils avaient été contraints ? La communauté n'a-t-elle pas profité de

nos largesses en période de vaches grasses ? Il n'est que juste qu'elle prenne les risques à sa charge quand les choses tournent mal suite à une quelconque erreur. J'entend le sarcasme : nous brassons du vent, et sans éolienne ! L'économie financière représente sans doute près de 30 fois l'économie réelle mais je n'y peux rien si l'argent attire l'argent, cher Monsieur, sans compter la main invisible d'Adam Smith. C'est comme la multiplication des pains.

Parlons d'autre chose, si vous le voulez bien. Nous sommes prêts, mes collègues et moi, bien que cela nous soit extrêmement pénible et que nous le ressentions comme une cruelle injustice, à modérer quelque peu, en restant raisonnables cela va de soi, nos rémunérations et bonus. De la même manière nous serions disposés à donner notre écot pour soulager le budget de l'Etat - les clients ne sont-ils là pour éponger nos largesses ? - et même, même à accepter quelques modestes aménagements dans les dispositifs de régulation. Il s'agit de toute évidence d'efforts immenses, de sacrifices incomparables.

N'allons donc pas plus loin et remettons dans son bocal le fantôme des dispositifs imaginés après 1929. Même adaptés, ils ne sont pas pertinents. Nous sommes bien d'accord n'est ce pas. Je vous ai exposé le fonds de mon âme, injustement conspuée. Si faute il y eût, elle le fut à l'insu de mon plein gré. Monsieur ! ... MONSIEUR !!!

Monsieur étrangla le banquier. Il fut condamné.

QUIZZ



1 « Si depuis dix ans tous les pays européens avaient imité l'Allemagne, l'Europe irait bien mieux »

FAUX

L'Allemagne est un des seuls pays européens dont l'économie n'enregistre pas d'augmentation du taux de chômage. Mais c'est aussi le seul pays européen qui a diminué ses salaires depuis dix ans... En Allemagne 20 % des salariés, cinq millions de travailleurs, gagnent un maximum de 400 euros par mois. En 2010, 7,2 % des salariés sont proches du seuil de pauvreté. Le modèle allemand est donc largement antisocial. Il est le résultat de politiques visant la dégradation des conditions de travail. Si les autres pays européens avaient fait pareil, la consommation se serait effondrée en Europe, le chômage, les emplois précaires et les déficits auraient explosé.

2 « La Banque Centrale Européenne prête aux banques à 0,75 % et les banques prêtent aux États à 5 % et empochent la différence. »

VRAI

Le remboursement de la dette au Nord constitue un mécanisme très puissant de transfert de richesses des citoyens vers les créanciers. Ce mécanisme est d'autant plus puissant qu'il est en quelque sorte obligatoire. En effet, l'article 104 du Traité de Maastricht, remplacé par l'article 123 du Traité de Lisbonne signé le 13 décembre 2007, oblige les États à emprunter sur les marchés financiers au lieu d'emprunter à un coût nettement inférieur auprès de la Banque centrale européenne ou de la Banque nationale de Belgique (comme cela était le cas auparavant). Les banques privées sont l'acteur incontournable pour l'endettement des États. Pour relancer la machine financière la BCE prête aux banques privées à 0,75%, celles-ci prêtent aux États à 10 ans à 2,6% (Belgique), 2,2 % (France), 6 % (Espagne), 5 % (Italie), 12 % (Portugal) (taux payés pendant l'été 2012)!!... C'est tout bénéf pour les banques sur le dos de la collectivité.

Les travailleurs de la culture ne s'en laissent pas conter

Loin de se considérer comme une élite au dessus de la mêlée, les artistes et autres travailleurs de la culture se mobilisent contre l'austérité. Des actions se préparent, notamment au sein du « Collectif Culture ». Une première lettre-manifeste, adressée « au peuple et aux gouvernements de Belgique » donne le ton d'une détermination croissante. Extraits...

Les budgets à venir, ceux de la culture comme ceux de l'État, s'annoncent substantiellement amputés. Aujourd'hui, la non-indexation des subventions a déjà des effets négatifs significatifs sur l'emploi autant que sur l'ampleur des projets culturels. (...)

Les politiques de rigueur touchent, nous dit-on, tout le monde, mais elles atteignent encore plus fortement les plus démunis. Nous nous inquiétons du processus de démission progressive de nos décideurs politiques qui se soumettent à des logiques d'austérité, sans perspective, sans consultation populaire, sans enthousiasme pour l'avenir. (...)

Il est essentiel de lutter contre la

désagrégation du tissu social, contre l'isolement et l'individualisme, contre les inégalités grandissantes. (Or), sans culture, pas d'art ni d'imagination. Sans imagination, pas de capacité de se mettre à la place d'autrui, pas d'empathie. Sans empathie, pas d'humanité. (...)



Travailler au noir ne nous intéresse pas. Nous voulons la pleine lumière, pour ce que nous apportons, à l'échelle de notre action. Nous vou-

lons des conditions de travail dignes qui nous permettent de participer à la défense des droits sociaux collectifs.

Notre défense de la culture, celle qui bâtit jour après jour la démocratie, s'inscrit dans un combat plus vaste, aux côtés de tous ceux qui subissent l'austérité et que la paupérisation de la culture fragilise encore plus. Nous refusons la doctrine de l'austérité et en contestons la fatalité.

Nous réclamons au contraire de nos responsables politiques que, au-delà des discours de circonstance, et dans le respect de leurs engagements, ils investissent résolument dans le domaine culturel. Associé aux combats pour le progrès social et la démocratie économique, cet investissement contribuera à une société plus juste. (...)

En ce moment charnière, nous, citoyens de la culture, unis et indivisibles, nous prenons et prendrons collectivement toutes nos responsabilités. Dans ce combat, cette lettre ouverte est le fondement de notre action commune, de nos initiatives déjà prises et de celles qui viendront.

POESIE

Extrait de *La Mère* de Bertolt Brecht

Éloge de l'instruction

Apprends ce qui est le plus simple.
Il n'est jamais trop tard
Pour ceux dont le temps est venu !
Apprends l'ABC, cela ne suffit pas, pourtant
Apprends-le ! Ne te laisse pas rebuter,
Commence ! Tu dois tout connaître.
Car tu dois diriger le monde.

Apprends, homme à l'hospice !
Apprends, homme en prison !
Apprends, femme en ta cuisine !
Apprends, femme de soixante ans !
Car tu dois diriger le monde.
Va à l'école, sans-abri !
Procure-toi le savoir, toi qui as froid !
Toi qui as faim, jette-toi sur le livre : c'est une arme.
Car tu dois diriger le monde.

N'aie pas peur de poser des questions, camarade !
Ne te fie à rien de ce qu'on te dit,
Vois par toi-même !
Ce que tu ne sais pas par toi-même,
Tu ne le sais pas.
Vérifie l'addition,
C'est toi qui la paies.
Pose le doigt sur chaque somme,
Demande : que vient-elle faire ici ?
Car tu dois diriger le monde.

La Mère de Bertolt Brecht
traduction Maurice Regnaut et André Steiger
L'Arche Éditeur (extrait)

LA RÉVOLUTION EN CHANTANT

Audit Piaf et ses Piafettes



D'après Padam, d'Edith Piaf

Cett' dett' qui m'obsède jour et nuit
Cett' dett' n'est pas née d'aujourd'hui
Ell' vient des ultra libéraux
Obsédés par leurs capitaux
Ils ont perverti les écoles
Sans foi ils ont changé les lois
Pour fair' grossir leur pactole
Ils vont jusqu'à bafouer nos droits
Et l'État couvre tout ça

Pas d'âme, pas d'âme, pas d'âme
 Dans les banques ou les tours de finance
 Pas d'âme, pas d'âme, pas d'âme
 Chez les fous abreuvés d'opulence
 Pas d'âme, pas d'âme, pas d'âme
 Jusqu'au plus profond de leurs créances
 Mais je sens près de moi comme un drôle d'odeur :
 L'audit qui va leur fair' peur

Tu penses : «profit pour toujours»
Mais prends bien gard' car vient ton tour
Y a pas d'raisons pour qu'tu paies pas
Paie tes impôts tout comme moi
Nous répartirons les richesses
Tu peux garder tes faux discours
Nous f'rons tomber tes forteresses
De Francfort jusqu'à Strasbourg
Tu n'auras aucun recours

Pas d'âme, pas d'âme, pas d'âme
 Lorsque les banques volent notre budget
 Pas d'âme, pas d'âme, pas d'âme
 Les salaires révisés au rabais
 Pas d'âme, pas d'âme, pas d'âme
 Des paradis fiscaux par paquets
 Aujourd'hui nous allons descendre dans la rue
 leur foutre un audit au cul
 ...
 Écoutez la révolte qui naît

....
Nous construisons le monde qui nous plaît
...
Sur les ruines de vos banques et vos prêts
Terminé l'esclavage d'un peuple' qui se bat
Enfin, on reprend nos droits.

Un bon plan télé

Ce soir, offrez-vous un bon plan télé. Installez-vous confortablement, emparez-vous de la télécommande et... éteignez tout. Offrez-vous ce moment de liberté à l'écart des JT en kit et des séries caracoleuses.



Oui, c'est ça, osez cette folie ! Sortez voir le monde si vous pouvez ! Offrez-vous une vraie conversation, un vrai partage d'idées. Et sinon, si le besoin d'écran est encore trop puissant, si vous êtes toujours accro aux cristaux liquides, trouvez-vous un ordinateur et une connexion Internet... et risquez quelques mauvaises fréquentations...

**BON D'ESSAI GRATUIT : DECOUPEZ ET COLLEZ
DANS VOTRE NAVIGATEUR :**

Une émission sur France Inter : Là-bas si j'y suis :
<http://www.la-bas.org/>
 Le site du CADTM : <http://cadtm.org/Francais>
 Le Blog de Paul Jorion : <http://www.pauljorion.com/blog/>
 Le Réseau Salarial de Bernard Friot :
<http://www.reseau-salarial.info/>
 Un blog francophone sur la crise grecque :
<http://www.greekcrisis.fr/>
 Le Blog d'interviews CreationFleuve :
<http://audioblog.artradio.com/CreationFleuve>

Etc... Etc... Mélangez tout ça à votre guise... Explorez...
Questionnez... Doutez...

Offrez-vous ce régime quelques soirs, en cachette si nécessaire (faites croire à vos amis et à votre famille que vous jouez au poker en ligne ou que vous êtes devenu trader). Encanaillez-vous crânement ! Frottez-vous au politiquement incorrect...

Et si, au bout d'un moment, vous commencez à vous dire que le petit monde de la télé raconte des craques et se paie vraiment votre tête (c'est le cas de le dire), ne vous inquiétez surtout pas : ce n'est pas grave. Au contraire. C'est un excellent signe de guérison.

Covoiturage.fr : de l'engagement au désaveu

Parcours d'une militante bénévole pour une libération de la mobilité

J'ai été bénévole pendant 5 ans pour le site covoiturage.fr (plateforme communautaire rebaptisée Blablacar) et j'ai aujourd'hui décidé de mettre fin à cette collaboration. Ces quelques lignes pour vous conter la trajectoire : de l'engagement au désaveu.

J'ai découvert le concept du covoiturage en Allemagne. Etudiante, donc fauchée, le covoiturage permettait d'installer des sourires dans l'agenda à moindres frais. Le temps d'un week-end, à nous l'exotisme germanique ! La fête de la bière, les balades en Forêt Noire, les décibels de Kraftwerk à Kreuzberg... Autant de destinations et d'expériences qui sans le covoiturage n'auraient pas eu lieu.

Quelques années plus tard, de retour

en Allemagne pour des raisons professionnelles, j'ai repris mes habitudes de covoiturage pour regagner régulièrement la Belgique. Un long voyage et des conducteurs réguliers qui sont parfois devenus un peu plus que ça, Jana, Ruth, Stefan...

En Allemagne la culture du covoiturage est ancrée depuis des années, la pratique existait avant l'arrivée du Web via des systèmes de petites annonces. Aujourd'hui, le covoiturage s'organise via des sites internet. Le plus utilisé d'entre eux, www.mitfahrgelegenheit.de offre des fonctionnalités de base entièrement gratuites qui permettent de mettre directement en relation conducteurs et passagers autour de milliers de propositions de trajets chaque semaine. Le concept de co-



voiturage est le véhicule de la raison écologique et économique, chérie de nos collègues transfrontaliers, et nombreux sont les allemands qui s'y adonnent indépendamment de leur âge et leur bagage socio-économique.

En France, la culture est autre. Il existe bien une tradition de l'auto-stop mais elle ne séduit qu'une frange libertaire. Le covoiturage diffère du stop sur 2 points essentiellement : la contrepartie (pécuniaire dans la majorité des cas), et l'annulation de l'aléa et du risque (tout au moins sa réduction). Début des années 2000, et surtout avec l'arrivée du Web 2.0, la culture du covoiturage essaie de percer en France. Plusieurs plateformes voient le jour et très vite dès 2005, le site covoiturage.fr de par ses fonctionnalités fédère des usagers qui seront de plus en plus nombreux au fil des ans.

De retour en France en 2008, je suis rapidement séduite par la plateforme que je trouve simple et efficace et je décide alors de migrer l'ensemble de mes activités de covoitureuse exclusivement sur ce site. Dès lors je travaille sérieusement à mes annonces, je laisse des avis constructifs après chaque voyage et je construis ma culture de covoitureuse au fil de la pratique. Ainsi, après quelques écueils, je parviens à déjouer les offres de conducteurs vénaux et crapuleux, et de la même manière, avec mes passagers j'essaie d'installer une relation conviviale dès le 1er contact téléphonique et les condi-

tions du voyage sont négociées au plus juste.

J'adhère à la philosophie de covoiturage.fr, je participe activement, et le succès du site est grandissant au regard du nombre d'utilisateurs qui ne fait qu'augmenter. Nous, usagers et bénévoles, travaillons au succès de la plateforme communautaire et collaborative. Nous y agissons, nous organisons sa promotion sur les forums, nos proches, dans nos communautés. Nous sommes prêts à nous faire mécènes et à participer à des levées de fonds pour maintenir le bateau à flots. Nous sommes rétribués par la qualité du service, l'alternative qu'offre le site et les valeurs de la communauté des covoitureurs qui sont largement partagées en son sein : juste prix, écologie, convivialité.

Et puis à l'été 2012, sans crier gare, la société Comuto qui gère le site, annonce qu'elle met en place de façon progressive un système de réservation payant. L'idée tombe à pic, le site enregistre des centaines de milliers de trajets annuels et les prévisions de croissance sont au beau fixe. Comuto fait alors les comptes : que se passerait-il si les passagers payaient désormais une taxe incompressible de quelques euros et en sus une commission de 7% sur le prix annoncé par le conducteur... Le calcul est vite fait.

La métamorphose est fulgurante, l'étendard de la sécurité et de la fiabilité est brandi haut et fort pour

----- EUROSCOPE -----



Bélier : Votre énergie et votre motivation font plaisir en cette belle journée, sauf pour votre banquier que votre découvert agace un peu... Pourquoi ne pas user vos cornes contre les murs de la banque ?



Taureau : Aujourd'hui les astres sont avec vous ! Personne ne peut vous arrêter, rien ne peut vous résister. Une suggestion : lancez la révolution, ça ne peut que réussir.



Gémeaux : Vous avez la lune en Mars, et Jupiter titille votre Saturne. Si jamais cela évoque quelque chose pour vous, alors félicitations. Sinon, reculez d'une case et aidez un taureau, il aura plus de chance que vous.



Cancer : Le soleil brille. Les oiseaux chantent. Cette journée est parfaite. Rendez la inoubliable : allez à la plage, emmenez un banquier avec vous (appatez-le avec des cacahoutètes) et noyez-le.



Lion : L'adrénaline vous stimule dès les premières heures de la journée. Mettez cette incroyable énergie à profit : rejoignez les taureaux et formez un bloc uni ! Votre rugissement fait déjà fuir les CRS.



Vierge : Vous êtes d'humeur artistique ! Ça tombe bien, les villes regorgent de quartiers moroses où les tristes pingouins aiment à se réunir. Armez vous de bombes de peintures et répandez couleurs et bonne humeur...



Balance : N'hésitez plus les balances. Le vieux monde se meurt, il est temps de choisir votre camp. Pourquoi ne pas commencer par brûler vos disques de Michel Sardou une bonne fois pour toute ?



Scorpion : Le ciel et les étoiles sont avec vous aujourd'hui ! C'est le moment de réaliser tous vos projets : construire votre maison écologique, faire votre propre bière... Mais n'oubliez pas de partager !



Sagittaire : Vous n'avez pas le moral aujourd'hui... Qu'à cela ne tienne ! Bougez-vous, allez à la rencontre des agriculteurs de votre région, sensibilisez vos voisins, fondez un GAC, et vous verrez ça ira mieux.



Capricorne : Une journée pas comme les autres vous attend. Si vous aviez prévu quelque chose de banal pour aujourd'hui, annulez, vous ne pouvez pas vous contenter de si peu. De la grandeur, que diable !



Verseau : On vous a connu en meilleure forme. Ne vous laissez pas aller ! Il vous faut retrouver le moral. Mon conseil : restez simple, un bon vieux cocktail Molotov bien placé vaut tous les pys du monde !



Poisson : Bloub bloub, blblbloub-bloub, blboulb ! Bloub bloubbloubbloub, blbloubbloub. Bloubbloub bloub, bloub bloub. Bloubbloub, bloubbloub ? Bloub, bloubbl, bloub.

justifier cet acte, sur le principe bien connu qu'un système payant engage l'utilisateur et permet de réduire le risque. Il est désormais impossible d'être en contact direct avec un usager, tout passe par le système de réservation et ses sbires qui contrôlent et modèrent les forums et ponctionnent presque au 1er clic ! Et tant pis si tu n'as pas les bons outils, à savoir une carte de crédit homologuée (Visa, Mastercard).

Début 2013, je suis forcée de constater que le piège s'est refermé, que je n'ai rien vu venir. Je suis une bénévole trahie. J'ai donné du temps à ce site qui a érigé de manière perverse son monopole derrière des valeurs de biens communs : écologie, solidarités économiques, convivialité. J'accuse Comuto d'avoir abusé les usagers et bénévoles de covoiturage.fr, de leur avoir menti sur ses intentions et pris en otages. Maintenant que le site est leader sur le marché du covoiturage, il lui est bien sûr aisé d'installer un système payant. La migration vers des alternatives gratuites comme covoiturage-libre.fr prendra du temps mais adviendra j'en suis sûre, car les mécontents sont nombreux au regard des témoignages sur la toile (Facebook : Contre le paiement en ligne obligatoire sur covoiturage.fr ;

forum.lesarnaques.com rubrique covoiturage.fr ; de nombreux articles et commentaires dans les médias mainstream et sur les blogs).

De nouveaux usagers sont tout de même séduits par ce système. Il faut savoir que la nouvelle formule de covoiturage.fr est pro-active en matière de promotion des intérêts privés. Elle encourage les conducteurs à pratiquer des prix qui prennent en compte non seulement le coût effectif du trajet – essence et péages – mais également l'amortissement de leur voiture. Depuis lors les prix des trajets ont considérablement augmenté et on s'éloigne de plus en plus de la

notion d'économie collaborative au plus proche des intérêts de chacun, au profit d'un système qui bénéficie de plus en plus au conducteur. La tendance capitaliste par excellence !

A ce jour, je reste consommatrice sur Blablacar, mais je suis désormais bénévole pour le site covoiturage-libre.fr et quelques plateformes régionales : Pour une libération de la mobilité ! Pour la défense et le développement de systèmes coopératifs gratuits et équitables ! Pour la dénonciation des nouveaux cols blancs, qui hybrident coopération et capitalisme, et brouillent le paysage des alternatives !

KISS & RIDE

Une rencontre, un coup de gueule, un merci, Kiss and ride transmet vos messages.

Au policier qui m'a arrêté jeudi dernier lors de la manif contre la Troika : je frissonne encore de tes coups de matraque, ta lacrymo m'a fait fondre, tes coups de bouclier ont réveillé des sentiments que je pensais à jamais enfouis. Retrouve moi au Predator Club ce samedi. GRRRrrrrh...

Perdu Bruxelles Gare des Guillemins : serviette en cuir de marque. Contient des formules mathématiques (incorrectes). Contacter le Fonds Monétaire International. Demander Christine. Récompense.

Metro Bockstael, à Bruxelles, mardi après-midi. Tu faisais la manche et réclamaï du travail. Ma piscine a besoin d'être nettoyée, je peux te payer en bières.

Au sosie de Didier Reynders monté à Leuven ce samedi. J'aimerais bien rediscuter des abattements fiscaux dont tu m'as parlé. Et aussi te connaître un peu plus intimement.... Hôtel Sofitel Louise Bruxelles. Demande « Monsieur Lakshmi ». Bizoux ?

Sur le quai du train pour Liège, à Bxl Midi, mardi matin, tu portais un pull fleuri, des boucles d'oreilles en plastique et des sandales alors qu'il pleuvait. Ta pauvreté m'a choquée, par ta faute je prendrai ma voiture dorénavant. -1 pour l'écologie.



ÇA SE PASSE PRÈS DE CHEZ VOUS

OCTOBRE

Mercredi 16 octobre, 20h : Regards croisés sur la littérature et la politique italiennes
Avec Luciana CASTELLINA, auteure, et Hugues Le Paige, journaliste, réalisateur, directeur de la revue « Politique ». Lieu : centre culturel de Seraing.

Du 17 au 26 octobre : Festival des Libertés, conférences, documentaires, musique...
www.festivaldeslibertes.be

Lundi 21 octobre, 19h30 : Cycle « l'argent ça sert à quoi ? », animé par Vicky Goossens
Lieu : Beau-Mur, rue du Beau-Mur 48, Grivegnée - Chaque 3ème lundi du mois.

Mercredi 23 octobre, 19h30 : Présentation du livre « Procès d'un homme exemplaire »
Avec Éric Toussaint, président du CADTM. Lieu : Librairie Barricade, rue Pierreuse, Liège.

Dimanche 27 octobre, 15h : Balthazar et Miquèu MONTANARO
Musique traditionnelle de Hongrie, de Provence et d'Afrique. Lieu : l'Aquilone, Liège.

Lundi 28 octobre, 19h30 : « Egalité femme/homme : où en sommes-nous ? »
Suite du séminaire femmes et démocratie. Lieu : Beau-Mur, rue du Beau-Mur 48, Grivegnée.

NOVEMBRE

Samedi 9 novembre, de 14h00 à 18h00 : « Les sirènes de la city », avec John Christensen
Cycle « crise, banques et paradis fiscaux ». Lieu : ULg, salle S100 (entrée par le quai Roosevelt).

Samedi 9 novembre, 20h30 : Bella Gabriella, chansons populaires de Gabriella Ferri
Lieu : L'Aquilone, 25 Bd Saucy, Liège.

Samedi 9 et dimanche 10 novembre, de 14h à 20h : Foire du livre politique
Lieu : Cinéma Sauvenière, Place Xavier Neujean, Liège. www.lafoiredulivre.net

Samedi 9 novembre, 20h30 : Afan gaté, Georges Gerontitis (bouzouki, chant)
Musique traditionnelle grecque. Lieu : L'Aquilone, 25 Bd Saucy, Liège.

Lundi 11 novembre, 20h : Les Lundis Contre la Dette (CADTM)
Lieu : L'Aquilone, 25 Bd Saucy, Liège - Chaque 2ème lundi du mois.

Samedi 16 et Dimanche 17 novembre : week end de formation « Dette illégitime »
Organisé par le CADTM. Lieu : Espace Belvaux, 189 rue Belvaux, Grivegnée.

Lundi 18 novembre, 19h30 : Cycle « l'argent ça sert à quoi ? », animé par Vicky Goossens
Lieu : Beau-Mur, rue du Beau-Mur 48, Grivegnée - Chaque 3ème lundi du mois.

Mercredi 20 novembre, 19h30 : Séminaire sur les Organisations internationales
Animé par Vicky Goossens. Lieu : Beau-Mur, rue du Beau-Mur 48, Grivegnée.

Samedi 23 novembre, de 10h à 13h : « Les ennemis de la démocratie »
Avec Englebert Rénier (Attac). Lieu : centre culturel Leonardo Da Vinci, rue Cockerill 84, Seraing.

Mardi 26 novembre, 20h : « L'Europe et la finance dérégulée »
Avec Marco Van Hees, journaliste, écrivain, essayiste (*Les riches ont aussi le droit de payer des impôts*). Lieu : ULg, salle S100 (entrée par le quai Roosevelt).

Samedi 30 novembre, 10h : Rencontre avec Paul Jorion, anthropologue et économiste
Lieu : Médiathèque Point-culture de Liège, rue de l'Officinal 1-5, espace St Michel, Liège
Le blog de Paul Jorion : www.pauljorion.com/blog/

DÉCEMBRE

Samedi 7 décembre, de 14h à 18h : « La Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg »
Avec Sven Giegold, député groupe des Verts au Parlement européen, co-fondateur d'Attac Allemagne. Lieu : ULg, salle S100 (entrée par le quai Roosevelt).

Dimanche 8 décembre, 15h : Bringuédezingue, avec Jean-Marie Heselmans, André Gérard
Chansons indécentes, intentionnelles, interdites. Lieu : L'Aquilone, Liège.

Lundi 9 décembre, 20h : Les Lundis Contre la Dette (CADTM)
Lieu : L'Aquilone, 25 Bd Saucy, Liège - Chaque 2ème lundi du mois.

APPEL A PARTICIPATION

Le CETRO est un journal ouvert à tous, créé sur un modèle collaboratif, regroupant des associations et des citoyens qui ont envie de s'impliquer, en faisant de la recherche sur un sujet qui les intéresse pour produire un article ou simplement en faisant partager leurs connaissances et réflexions. Participer au CETRO, cela peut aussi prendre la forme d'un coup de main pour la distribution, d'une participation aux réunions, d'une animation autour de nos thématiques lors d'une soirée ou dans tout contexte qui s'y prête.

Cela vous intéresse ? N'hésitez pas à nous contacter !
cetro@domainepublic.net



CREATIONFLEUVE

RECOLTE DE PAROLES

Un blog ArteRadio constitué d'interviews originales : à la rencontre de personnes de bon conseil en une période de mutations considérables... Des entretiens avec Paul Jorion, Bernard Friot, Eve Chiapello, etc.
<http://audioblog.arterradio.com/CreationFleuve>

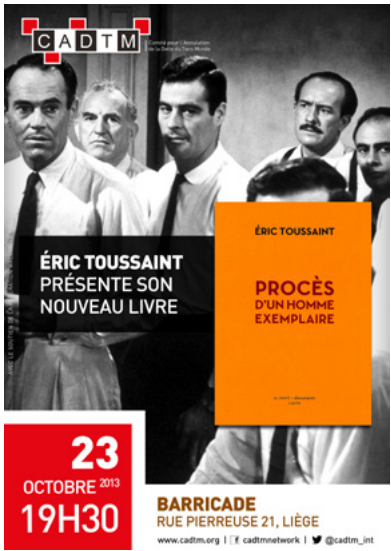


Crise, banques et paradis fiscaux
Cycle de conférences : Comprendre les mécanismes de l'évasion fiscale

- Samedi 5 octobre : Les mécanismes des Paradis fiscaux (Paul Dambach (expert auprès du Sénat pour la justice fiscale) et David Leloup (journaliste d'investigation))
- Samedi 9 novembre : Les sirènes de La City (John Christensen (président et directeur de Greenpeace) et David Leloup)
- Mardi 26 novembre : L'Europe et la finance dérégulée (Sven Giegold (député groupe des Verts au Parlement européen, co-fondateur d'Attac Allemagne))
- Samedi 7 décembre : La Belgique : paradis fiscal? (Marco Van Hees (journaliste, écrivain, essayiste), Denis Robert (comédien, auteur, journaliste) et David Leloup (journaliste d'investigation))

Lieu: Université de Liège
Salle S 100
(le 26/11 salle Wittart)
Quai Roosevelt
4000 Liège

De 14h à 18h (sauf mardi 26 à 20h) P.F. Prix libre
Org: Attac-Liège Asbl - info@liege.attac.be - 04/349.19.02



ÉRIC TOUSSAINT PRÉSENTE SON NOUVEAU LIVRE
PROCÈS D'UN HOMME EXEMPLAIRE

23 OCTOBRE 2013 19H30
BARRICADE
RUE PIERREUSE 21, LIÈGE
www.cadtm.org | f.cadtm@network.be | [@cadtm_int](https://twitter.com/cadtm_int)



Les autres voix de la planète

Le CADTM édite une revue intitulée «*Les autres voix de la planète*». Quatre fois par an, elle propose des dossiers et des articles sur les thèmes développés par le CADTM et suit l'actualité de la dette, du mouvement altermondialiste et des grandes mobilisations internationales. La quarantaine de pages que compte chaque numéro se partage en différentes rubriques (articles de fond, dossiers, interviews, brèves, échos du réseau international CADTM, notes de lecture, agenda...) et présente chaque trimestre à ses lecteurs un regard original sur le monde. Elle paraît uniquement en français. **Pour vous abonner, rendez vous sur cadtm.org.**



Le Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde vous propose

LES LUNDIS CONTRE LA DETTE

Chaque 2ème lundi du mois, un rendez-vous pour comprendre la dette, en discuter et en débattre

RDV à l'Aquilone 25 Bld Saucy - 4000 Liège - dès 20h
Bar et ambiance conviviale
www.CADTM.org

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

EDITO

- Si, c'est possible !

- N'importe quoi! C'est utopique de penser qu'on peut changer les choses !

- Je peux te donner un tas d'exemples qui montrent que dans l'histoire, dans le monde, et surtout aujourd'hui, ici et maintenant, les choses sont en mouvement, parce que des gens s'organisent différemment.

- Oui mais ça, ça ne compte pas... C'est pas ça qui va changer le monde...

- Ah bon ! Je ne vois pas les choses comme ça. Moi, je regarde ce qui se passe à différentes échelles : le local et le global, l'individu et le collectif... Tu crois vraiment que cette multitude d'actions menées localement, mise en réseau, pensées en solidarité avec d'autres, ça ne compte pas ?

- Si... ok... mais concrètement vous avez gagné quoi ?

- Historiquement, tout : le droit de vote, le droit à l'avortement, le droit à l'éducation, le droit au chômage, etc. Sauf qu'on a oublié que ce sont justement des conquêtes sociales et pas des acquis. Du coup tout ça est en train d'être détricoté, et on ne va pas tarder à se retrouver tous à poil.

- L'éternel recommencement : les manif's, les projets alternatifs, les réappropriations, les grèves...

- C'est notre force. Si on n'est pas mobilisé, si on ne crée pas, si on ne résiste pas, on est cuit.

- Oui, mais le problème c'est que « les gens » ne sont pas informés, ils ne savent pas ce qui se passe, ni autour de chez eux, ni ailleurs.

- C'est clair que l'information telle que les grands médias nous la donnent, ça n'aide pas. Mais y a aussi des médias alternatifs... Sans parler des petits groupes informels ou des associations qui invitent des témoins, organisent des débats, cherchent ensemble...

- De nouveau, il faut les connaître... En fait, il faudrait faire un journal avec plein d'informations sur la crise et surtout sur les alternatives possibles et le diffuser massivement, je sais pas moi à 15000 exemplaires.

- A fond ! Trop bonne idée. On le fait !

- Je disais ça comme ça... C'est pas possible... C'est utopique de penser qu'on peut faire un journal...

RIPOSTE CTE

Nous sommes des chômeuses et des chômeurs, des précaires et des pensionnés, des fonctionnaires et des salariés, des jeunes et des vieux, nous sommes hybrides et bigarrées.

Pour le pouvoir politique, les partis et les responsables syndicaux, nous sommes invisibles.

Des êtres invisibles qui sont en colère.

Des êtres invisibles qui existent collectivement et de manière autonome depuis janvier 2012.

Des êtres invisibles qui se proposent de rassembler leurs sensibilités et de s'organiser dans un ensemble d'actions coordonnées afin de se faire entendre par eux-mêmes. Notre espace de coopération se nomme « riposte.CTE » (Chômeurs et travailleurs engagés)

Contact Liège :

riposte.cte@collectifs.net

Plus d'infos sur :

facebook.com/riposte.cte



ASSOCIATION POUR UNE TAXATION SUR LES TRANSACTIONS FINANCIÈRES POUR L'AIDE AUX CITOYENS

ATTAC est un réseau citoyen international né à Paris en juin 1998 et décidé à reconquérir les espaces perdus par la démocratie au profit de la sphère financière. A la mondialisation actuelle, exclusivement économique et financière, ATTAC entend opposer une mondialisation prenant comme critère premier l'ensemble des intérêts citoyens. Des formations, des ciné-débats, des cycles de conférence: une réflexion de fond, mais accessible à tous sur ce qui ne tourne pas rond dans notre système et comment changer de modèle...

Contact Liège :

info@liege.attac.be

Plus d'infos sur :

<http://local.attac.org/liege/>



CONVIVANCE asbl

CEC de la Communauté Française. Création, diffusion et formation hors des sentiers marchands.



COMITÉ POUR L'ANNULATION DE LA DETTE DU TIERS-MONDE

Le CADTM est un réseau international constitué de membres et de comités locaux basés en Europe, en Afrique, en Amérique latine et en Asie. Partie prenante du « mouvement altermondialiste » le CADTM souhaite contribuer à l'émergence d'un monde fondé sur la souveraineté des peuples, la solidarité internationale, l'égalité, la justice sociale. L'objectif premier du CADTM est l'annulation des dettes publiques et l'abandon des politiques d'ajustement structurel ou d'austérités imposées par les Institutions financières internationales en complicité avec les gouvernements. Il s'agit de mettre un terme à la spirale infernale de l'endettement et de parvenir à l'établissement de modèles de développement socialement justes et écologiquement durables. Les projets, outils et activités qu'il développe à cette fin s'inscrivent dans une dynamique associant la recherche et l'action : publications (ouvrages, articles, analyses, revue...), conférences-débats, séminaires, formations, rencontres et manifestations internationales, campagnes de sensibilisation, concerts, etc.

Contact Liège :

info@cadtm.org

Infos et publications sur :

www.cadtm.org



FINANCITE

Ensemble, changeons la finance !

Fort de plus de 90 membres issus du monde associatif et institutionnel, le Réseau Financement Alternatif applique sa devise « ensemble, changeons la finance » afin de contribuer à une société plus juste et plus responsable. Cette année, le Réseau Financement Alternatif soufflera ses 25 bougies ! Les activités du Réseau se sont largement diversifiées et se déclinent en quatre axes : comprendre : développer la connaissance de la finance responsable et solidaire ; partager : développer la sensibilisation et la formation à la finance responsable et solidaire ; innover : développer des produits et services financiers responsables et solidaires ; mobiliser : devenir un mouvement citoyen pour la finance responsable et solidaire.

Contact Liège :

liege@financite.be

Plus d'infos sur :

www.financite.be



L'AQUILONE

L'Aquilone (« cerf-volant » en italien) est une association d'éducation permanente, créée en 1985 par des personnes d'origine italienne, s'ancre dans la culture populaire et se donne comme objectif de valoriser toutes les formes d'expression afin de créer des liens et des passerelles entre groupes ou personnes porteurs d'identités culturelles différentes.

Espace d'expression, de création et de diffusion, L'Aquilone se définit comme un mouvement culturel et social qui défend le droit aux cultures plurielles créatrices de nouvelles formes de solidarité. L'Aquilone a aussi comme objectif de réinvestir l'espace public conçu comme un espace commun, ouvert à tous, lieu d'expression citoyenne, lieu de rencontre et de démocratie directe.

Pour ce faire, L'Aquilone développe, avec son public des projets thématiques sur des cultures ou des pays, des projets d'appropriation de l'espace public (Festival « Voix sur Meuse », ...), des ateliers, des conférences et des films documentaires ; un atelier Cuisine et un Groupe d'Achats Communs ; un espace d'accueil et de rencontre où peuvent s'exprimer la diversité, le respect de l'autre et la créativité.

Adresse à Liège :

25, bd Saucy

Plus d'infos sur :

www.aquilone.be

cetro

Journal voué à une édition unique, qui en est pourtant à son deuxième numéro, distribué gratuitement en Wallonie.

RÉDACTION

Directeur éditorial : absent

Rédacteur en chef :

parti en vacances

Coordination de la rédaction : nous

Direction artistique : hum...

EDITION

Directeur de la publication : parti avec le rédac' chef, je crois...

Publicité : ah bon, y'en a dedans?

Éditeur responsable :

Collectif La Dette pour les Nuls - c/o L'Aquilone, 25 Bd Saucy - Liège

Merci à Sylvain pour ses dessins et à Tiphaine pour ses jolies illustrations de l'Euroscope.

La photo sur la couverture vient l'excellent blog Greek Crisis Une analyse sociale journalière de la crise grecque. Ou comment survivre à la dictature impitoyable de la Troïka ? www.greekcrisis.fr/

SI VOUS CHERCHEZ UN RESPONSABLE POUR VOUS PLAINDRE OU NOUS FAIRE PART DE VOTRE ENTHOUSIASME

Commencez par vous calmer...

Ensuite, écrivez à :

cetro@domainepublic.net

Avec le soutien de la FWB



IL MERCANTINO DE LA PASSERELLE

(village gourmand et culturel)

IL MERCATINO

village culturel et gourmand de la Passerelle

Depuis mai 2013, IL MERCANTINO réunit produits de bouche, artisanat et animations culturelles sur le boulevard Saucy à Liège. Vous-y trouverez des produits locaux (légumes, fromages, viandes, artisanat...) et des produits du monde respectueux de l'environnement et des personnes. Des artistes (musiciens, marionnettistes, peintres...) animent le Village. Des ateliers culinaires, d'artisanat, d'écritures, de slam, de contes... vous sont proposés. Un espace de parole et d'expression est aménagé afin de permettre à ceux qui le veulent de discuter de différents sujets: économie, environnement... Un projet organisé par L'Aquilone, fruit de la collaboration d'associations, d'artistes, d'artisans et soutenu par la ville de Liège.

A partir d'octobre, le Village vous accueillera le 27 octobre, le 24 novembre et le 22 décembre dans la cour de L'Aquilone.